

PROMOTIO IUSTITIAE



Réflexion

La crise bolivienne
Xavier Albó S.J.

Apostolat social en Asie
de l'est
Ando Isamu S.J.

EXCHANGES ÉCHANGES INTERCAMBIOS SCAMBI

Participant

| | |
|------------------------|----|
| Fernando Franco S.J. | 18 |
| Fernando Alvarado S.J. | 19 |
| Frank Brennan S.J. | 20 |
| Idelfonso Camacho S.J. | 23 |
| Jean-Yves Grenet S.J. | 24 |
| Eugène Goussikindey SJ | 25 |
| Joseph Joblin S.J. | 27 |
| Frank Kejžar S.J. | 27 |
| Albert Longchamp S.J. | 28 |
| Jesús Orbeozo S.J. | 29 |
| Ambrose Pinto S.J. | 31 |

Débat

La Congrégation des Procureurs:
globalisation et foi et justice

| | |
|--------------------|----------------------|
| Éditeur: | Fernando Franco S.J. |
| Éditrice adjointe: | Suguna Ramanathan |
| Layout: | Liliana Carvajal |
| Artistique Layout: | Daniele Frigeri S.J. |

ÉDITORIAL _____ **4***Fernando Franco S.J.***RÉFLEXION** _____ **6****Une Bolivie instable et multi-éthnique***Xavier Albó S.J.***L'engagement social des jésuites dans la région de l'Asie de l'est***Ando Isamu S.J.***DÉBAT** _____ **18****La Congrégation des Procureurs: mondialisation et l'apostolat social***Fernando Franco S.J.**Fernando Alvarado S.J.**Frank Brennan S.J.**Ildefonso Camacho S.J.**Jean-Yves Grenet S.J.**Eugène Goussikindey S.J.**Joseph Joblin S.J.**Frank Kejžar S.J.**Albert Longchamp S.J.**Jesús Orbegozo S.J.**Ambrose Pinto S.J.***EXPÉRIENCES** _____ **36***Ruben Corona S.J.**Dionisius Prihamangku Setiohadi S.J.***LETTRES** _____ **39***Joseph Coelho S.J.*

EDITORIAL

A lors que l'année touche à sa fin, nous semblons encore plus loin de réaliser le désir mondial de paix qui avait ébranlé le monde entier l'année dernière. Déniant cette aspiration, nos dirigeants politiques semblent se diriger vers des formes de violence nouvelles et inconnues. Les attaques contre les forces étrangères présentes en Iraq ainsi que contre des cibles spécifiques à l'extérieur du pays ont dévoilé une forme nouvelle et brutale de protestation : la totale disponibilité à mourir, dans la certitude que d'autres, et surtout des civils innocents, seront également tués. C'est un mépris total et sans réserve pour la valeur de la vie. Si plusieurs parmi nous ont maugréé contre les effets négatifs des positions idéologiques lourdes des années 1980, le nouveau millénaire voit apparaître des effets d'une sorte d'idéologie orthodoxe plus meurtrière encore et qui sacrifie des vies au nom de la religion. La séparation entre « eux » et « nous » est en train de devenir un fossé infranchissable.

Dans ce contexte je voudrais nous inviter tous à réfléchir sur le défi que nous lance Jose Ignacio Gonzales Fauss :

« Selon le prophète Isaïe 'la paix est le fruit de la justice' (32,17). Il est devenu plus ou moins à la mode de citer cette phrase, mais elle a de graves implications. Par exemple, un acte terroriste sera toujours immoral ou criminel ; mais à part le fait d'être un *crime*, il est très probable qu'il soit aussi un *symptôme*. La tradition libérale occidentale nie toujours la possibilité du terrorisme : le terrorisme ne peut qu'être immoral et jamais un symptôme. »¹

Nous avons besoin de joindre nos voix à celles de beaucoup d'autres pour à la fois condamner le crime et examiner les symptômes. Le long article sur les émeutes populaires récentes en Bolivie, présenté dans ce numéro de *Promotio*, prend cette direction.

Pour nous Jésuites, l'année se termine sur un moment significatif : la revue de l'état de la Compagnie de Jésus présenté par le Père Général aux procureurs rassemblés à

Loyola ainsi que les discussions qui ont suivi. Nous devons être absolument clairs dans notre compréhension des implications des mots du Père Général :

« le secteur social, à proprement parler, risque de disparaître, si nous ne faisons pas des efforts spéciaux sans délai. »²

Dans cette conjoncture critique il est temps de passer à l'action. Du point de vue de l'apostolat social, la congrégation a traité de la mondialisation et de la relation dynamique entre la foi et la justice. Considérant l'importance de ces questions pour l'apostolat social, ainsi que pour la Compagnie toute entière, nous avons suscité un débat en demandant à quelques participants d'écrire un compte-rendu personnel de leur expérience des discussions sur ces questions durant la congrégation.

Alors que l'année tire à sa fin, nous devons rendre grâce au Seigneur de toute l'inspiration, de tout le courage et de la claire vision qu'il a donnés en abondance aux Jésuites et aux compagnons engagés dans la lutte pour la justice. Tout en acceptant qu'il y a un danger d'oublier ce qui est évident ou plus méritant, il y a un temps pour reconnaître spécialement certaines réussites exceptionnelles de l'apostolat social dans chaque assistance.

Le sensibilité croissante et les multiples réponses des Jésuites américains aux besoins pastoraux et sociaux des hispanophones, des autres minorités, des réfugiés et des migrants ; les efforts de lobbying pour des conditions de logement équitables pour tous ; la campagne pour la création d'un réseau de solidarité ignatien ; l'implication croissante de nos universités et la mise en place de moyens de communication et de prise de décision plus forts entre les deux Amériques sur les questions de justice et de paix et sur la migrations—voilà des phares dont le faisceau lumineux illumine le chemin de l'avenir. L'arrivée au pouvoir de Lula doit beaucoup au travail solide et bien coordonné de l'Eglise et des Jésuites au Brésil pour la cause des pauvres. On peut découvrir en Amérique latine de solides motifs d'espérance. Mention-

nons-en quelques uns : le succès de la campagne contre l'ALCA ; la mise en place de tentatives fructueuses pour combattre la pauvreté ; la création de modèles concrets de planification et de collaboration au niveau provincial entre les secteurs de l'université, de la pastorale et du social ; un vigoureux apostolat auprès des populations indigènes ; la décision de répondre à la question des migrations ; et le document de la CEPAL demandant le développement d'un nouvel horizon théorique comme solution de rechange à l'approche néo-libérale actuelle du marché.

Une nouvelle vie et de nouveaux espoirs, voilà le fruit de nombreux jeunes Jésuites dans les Centres sociaux européens. Il y a un rêve de trouver de nouveaux champs de collaboration entre l'Eurojess, la mission ouvrière et le JRS-Europe ; il y a déjà un mécanisme mis en place, une fédération pour coordonner le travail de nombre d'ONG liées à la Compagnie en Europe méridionale ; il y a un groupe de travail qui examine comment rendre notre travail auprès des réfugiés et des migrants plus significatif et efficace ; il y a un nombre toujours croissant de jeunes Jésuites intéressés à établir des liens entre les cultures chrétiennes et musulmanes de part et d'autre de la Méditerranée ; et, pour finir, il faut mentionner que les Jésuites d'Europe orientale prennent toujours davantage conscience du besoin urgent de prendre en considération les dislocations sociales et culturelles très fortes que traversent leurs sociétés, au milieu d'une situation socio-économique et politique qui évolue très rapidement.

Le combat contre l'introduction des aliments génétiquement modifiés en raison des effets sur les petits agriculteurs, les efforts renouvelés pour combattre le poids intolérable et injuste de la dette extérieure, l'effort silencieux pour consolider les processus de paix et construire des ponts de réconciliation, les efforts déterminés de consolider une culture démocratique parmi les nouveaux dirigeants, et les efforts louables de l'AJAN, tout comme le réseau HIV / SIDA, pour aider l'Eglise, font partie des signes d'un intérêt renouvelé en Afrique pour les questions de paix, de justice et de développement du-

rable.

L'effort pour coordonner et promouvoir une participation massive de Jésuites et d'activistes de la base au Forum Social Mondial à Bombay en janvier 2004 est une expression supplémentaire de l'engagement sérieux de l'assistance d'Asie méridionale envers les *dalits*, les aborigènes, les femmes et la jeunesse (*Ordre de mission des Jésuites*, octobre 2001). Il reflète aussi le travail plein de compassion et de courage pour accompagner les communautés marginalisées dans les conditions si difficiles que connaît tout ce continent. Cet effort de participation se veut être une occasion de s'assurer que les groupes de sans-voix et de marginalisés ont un rôle à jouer sur la place publique alors que les forces du fondamentalisme tendent à fermer ces espaces.

Les réponses créatives à la violence, la guerre et les conflits et religieux en Afrique orientale traversent de part en part cette assistance très large et variée. Les Jésuites dans les nouvelles régions combinent l'assistance pastorale et humanitaire. Il y a une conscience accrue du besoin de prêter attention au nombre croissant de personnes en déplacement à l'intérieur et à travers les frontières des pays. Il y a un effort renouvelé pour renforcer l'apostolat parmi les populations indigènes. Au cours de l'année écoulée, nous avons senti, comme groupe de Jésuites, « la force du Christ crucifié et ressuscité, et sa faiblesse ; ceci a été un temps d'épreuve pour nous, mais aussi un moment de grande grâce. (34^{ème} CG, D. 2, n° 1)

La fête de l'incarnation, si chère à S. Ignace, devrait être un moment de grâce pour nous tous pour renouveler notre foi dans le soutien continu de Dieu pour l'engagement dans une foi qui fait justice.

Nous vous souhaitons tous un **Joyeux Noël et une Heureuse Année** avec ce nouveau format de *Promotio*. C'est un essai pour présenter un peu de 'joyeuse beauté' au sein de cette lutte pour la justice qui bien plus souvent peut nous sembler un tantinet trop austère.

¹ Aldea Global. *Justicia Parcial* '¿Pobres o empobrecidos?' in *Centre d'Estudis Cristianisme i Justícia*, Barcelona, 2003, p. 57.

² Status SJ, *News and Features*, Vol. 31, n° 2/3, novembre 2003, p. 19.

RÉFLEXION

UNE BOLIVIE INSTABLE ET MULTI-ÉTHNIQUE

Xavier Albò S.J.

Le contexte démographique et géographique

Avec une superficie deux fois supérieure à celle de l'Espagne (un tiers de l'Inde) et à peine 8,3 millions d'habitants (la moitié de la Hollande), la Bolivie contient deux régions bien distinctes : la région andine montagneuse, froide et aride mais riche en minerais, et la région tropicale renfermant un immense plateau couvert de forêts, savanes ou cultures propres aux terres chaudes, cachant des zones riches en hydrocarbures. Bien que la zone tropicale occupe plus des deux tiers de la superficie, elle accueille à peine un tiers de la population, beaucoup d'entre eux étant des immigrants arrivés des zones d'altitude.

Avec le Guatemala, la Bolivie compte la plus grande proportion des indigènes de toute l'Amérique latine. Selon le recensement de 2001, 62 % des plus de 15 ans ont affirmé provenir d'une des populations indigènes, principalement des Quechuas (31 %) et des Aymaras (25 %). Ils vivent principalement dans les Andes ; les premiers dans les vallées et les deuxièmes dans les hauts plateaux de ces régions andines à 4 000 m d'altitude. Ces deux populations habitent également les nouvelles zones de peuplement, à savoir les terres basses parmi lesquelles la zone de Chapare où l'on produit la célèbre feuille de coca, qui a une valeur sacrée, rituelle et curative pour les indigènes, alors qu'elle constitue la matière première pour la fabrication de la cocaïne destinée au Premier Monde.

La grosse partie de la masse urbaine (1,5 million) est divisée en deux parties écologiques et socioculturelles : « La Hoyada », une espèce de Grand Cañon du Colorado plein de maisons qui forme la ville de La Paz, capitale du pays et siège du gouvernement, avec 50 % d'Aymaras et 10 % de Quechuas ; et de l'autre côté, « El Alto de la Paz », à 4 000m d'altitude, la ville la plus pauvre du pays, avec 74 % d'Aymaras et 6 % de Quechuas. Vers la fin de la colonisation (1781), le rebelle aymara Tupaj Katari arriva à El Alto de la Paz avec des milliers d'indigènes, assiégeant La Paz pendant 6 mois. Cette image est, aujourd'hui encore, présente dans l'inconscient des arrière- arrière-petits-fils des uns et des autres.

Un peu d'histoire

Bien que majoritaires, les indigènes furent tenus à l'écart de la vie économique et politique du pays jusqu'en 1952-1953, date de la révolution nationale soutenue par le Mouvement National Révolutionnaire (MNR). Entre autres mesures, il décida de nationaliser l'exploitation minière, devenue la principale ressource d'exportation du pays, et procéda à une importante réforme agraire qui supprima les grandes *haciendas* dans une bonne partie de la région andine. Si le développement de la Bolivie s'était principalement concentré dans la région andine, on commença, avec cette réforme, ce qu'on a appelé la « marche vers l'Est », en direction des régions tropicales basses où l'on investit pour élargir les zones agricoles et développer l'agro-industrie. Ceci occasionna des migrations massives à partir des années 60, en même temps que voyait le jour un nouveau *latifundio* dans les mains d'une bourgeoisie agricole naissante. C'est ainsi que commença une lutte entre les « *cambas* », anciens habitants de la zone, et les « *collas* », immigrants provenant de la région andine, principalement des Quechuas et des Aymaras en quête de terres et de travail.

Des années s'écoulèrent. Les régimes militaires qui s'installèrent à partir de 1964 démolirent l'organisation du système de la décennie précédente. Le retour à la démocratie en 1982 ne suffit pas pour arrêter la profonde crise économique qui aboutit à une hyper-inflation galo-

pante et au chaos socio-politique, conduisant à l'instauration du modèle néo-libéral dans le pays comme solution de rechange.

Pendant les années 80, le leadership des paysans indigènes passa progressivement entre les mains des producteurs de la coca, les « *cocaleros* », en réaction aux fréquentes pressions du gouvernement américain qui, dans son plan ambigu de « lutte contre la drogue », prôna la destruction de ces cultures. La politique de ce pays en Bolivie s'est centrée sur

Une grande manifestation populaire contre une majoration du tarif de l'eau sans amélioration corrélative du service obligea l'Etat à rompre le contrat avec la puissante multinationale Brechtel

ce qu'elle a considéré comme le maillon faible de la chaîne : les *cocaleros*. Ayant émigré dans le Chapare à la seule fin de chercher du travail, ils ont tout à coup été considérés comme le principal ennemi de cette « guerre », alors qu'ils sont en réalité les moins coupables du trafic des stupéfiants et ceux qui en profitent le moins. Leur argument selon lequel « la coca n'est pas la cocaïne » ne suffit pas à freiner le conflit chronique à l'occasion duquel l'armée commença à détruire les plantations pendant que les paysans déplaçaient simplement leurs cultures. Le résultat de tout cela fut le renforcement et la radicalisation de l'organisation des producteurs de

coca.

Curieusement, c'est le président Paz Esternsoro et son parti MNR—qui trois décennies auparavant avaient procédé à la révolution nationale—, qui introduisirent le changement vers un modèle neo-libéral globalisant. Il avait à ses côtés comme Ministre des finances et conseiller principal, le richissime patron minier « Goni » Sánchez de Lozada, qui arrivera en 1993 à la présidence avec comme vice-président Victor Hugo Cárdenas, le premier à ce poste à être d'origine aymara. C'est en 1993-97 que l'on procéda à des arrangements notables, quand Goni et Victor Hugo cherchèrent à donner un visage plus humain au modèle. On modifia la constitution, reconnaissant au moins le caractère multi-ethnique de la Bolivie; la réforme éducative mit l'accent sur l'aspect interculturel et bilingue ; et, surtout, la loi de participation populaire renforça le pouvoir des communes rurales, dans lesquelles plus de 500 indigènes arrivèrent à occuper le poste de gouverneur local. Cela rendit possible la création d'un nouveau parti politique par les paysans-indigènes de Cochabamba sous le leadership de Evo Morales, aymara-quechua et producteur de la feuille de coca. Le parti porta d'abord le nom de ASP (Assemblée Souveraine du Peuple) puis celui de MAS (Mouvement vers le Socialisme). Forts de leur succès aux municipales de 1995, ils se présentèrent aussi aux élections nationales de 1997, gagnant jusqu'à six postes de député, y compris pour incluant leur leader, Evo. Paradoxalement, c'est ce même gouvernement qui consolida la « capitalisation »—qui est une forme de privatisation—des principales entreprises et ressources nationales.

L'euphorie provoquée par ce modèle ne dura pas longtemps. En avril 2000, il y eut une inflexion avec la « guerre de l'eau » dans le Cochabamba, sous le gouvernement du général et ex-dictateur Hugo Bánzer (1997-2001). Une grande manifestation populaire contre une majoration du tarif de l'eau sans amélioration corrélative du service obligea l'Etat à rompre le contrat avec la puissante multinationale Brechtel. Celle-ci déposa alors une plainte contre l'Etat bolivien auprès de l'Organisation Mondiale du Commerce pour un montant d'un million de dollars.

Pendant le mois de janvier 2002, alors que Jorge « Tuto » Quiroga¹ était président, un grand conflit émergea dans le Cochabamba, en réaction contre le décret qui interdisait la vente de la feuille de coca du Chapare au marché local. Outre les barrages routiers, les « cocaleros » organisèrent des manifestations qui les opposèrent à la police : il y eut plusieurs morts dans les deux camps. Le gouvernement accusa le député Evo Morales d'être responsable de la mort des policiers et proposa son expulsion du parlement. Ceci arriva grâce à l'appui d'autres partis qui espéraient entrer au gouvernement, et cela, sans présenter les preuves d'une telle

accusation. Dans tout cela, l'influence de l'ambassadeur des Etats-Unis était visible.

La première preuve que la trêve entre le nouveau gouvernement et les secteurs sociaux avait pris fin furent les barrages routiers établis par les paysans au début de 2003 et des grèves qui paralysèrent plusieurs parties du pays pendant pratiquement deux semaines, entraînant la mort de plusieurs personnes suite aux confrontations avec les

forces de l'ordre. Il s'ensuivit un dialogue dans lequel le gouvernement s'engagea à respecter toute une série d'accords. Mais, après quelques semaines seulement, les 12 et 14 février 2003, une crise politique plus grave allait surgir : en réaction contre le projet de loi d'augmentation de l'impôt sur les salaires sans croissance proportionnelle pour les tranches les plus

élevées, avec l'objectif d'améliorer les recettes de l'Etat pendant cette crise, la police, appuyée par d'autres groupes, se souleva et occupa pratiquement tout le palais du gouvernement. Le gouvernement fit appel à l'armée qui, pour mater la révolte policière, intervint énergiquement en déclenchant des fusillades devant le palais du gouvernement. Pendant ce temps, profitant du manque de contrôle policier, d'autres groupes populaires nés spontanément se mirent à piller et à incendier des édifices publics, les sièges des partis politiques au pouvoir et des magasins, surtout dans les villes de La Paz et d'El Alto. Le résultat de ces deux jours de conflit fut la mort de 33 personnes, en majorité des civils (17) et des policiers (11), et plus de 200 blessés.

Pendant ce temps, les déclarations du leader du parti de l'opposition, Evo Morales, revêtirent à chaque fois plus de vigueur. Le gouvernement essaya de le réduire à un simple « leader des producteurs de la coca » ; mais c'était sans compter avec son habileté à exprimer les attentes de divers secteurs populaires, y compris celles des mouvements internationaux comme le Forum Social international de Porto Alegre dont le slogan était « un autre monde est possible ». C'est dans ce contexte qu'éclata, quelques mois après, la nouvelle crise qui conduisit à la démission de Sánchez de Lozada. Pour mieux la comprendre, nous décrivons d'abord une chronologie fondamentale, pour ensuite passer à l'interprétation et à l'analyse.

Septembre-octobre 2003 : la « guerre du gaz »

Le 8 septembre, le « mallku » Felipe Quispe, chef du MIP, accompagné d'un groupe de dirigeants triés sur le volet, s'installèrent dans l'auditoire de la radio aymara Saint Gabriel (des Frères des Ecoles Chrétiennes du réseau ERBOL) et entamèrent une grève de faim pour sou-

En effet, des groupes importants en provenances de la classe moyenne y participèrent aussi.

tenir leurs revendications, contenues dans un cahier de charges de 70 points dont l'accomplissement devrait être réalisé depuis les manifestations de 2001. Le 19 septembre, le MAS organisa de grandes manifestations qui défilèrent dans différentes villes du pays contre la vente du gaz avec force slogans. Ainsi commença ce qu'on a appelé « la guerre du gaz ». Ils réclamaient surtout qu'avant tout traité international, on modifiât la loi n° 1689 (du 30 juin 1996) sur les hydrocarbures et qu'on abrogeât le décret n° 24806 (du 4 juin 1997), signé par Goni deux jours avant la fin de son premier mandat, parce qu'il attribuait aux grandes multinationales des facilités pour qu'elles disposent de ces ressources stratégiques comme si elles étaient leur propriété. Tarija excepté (lieu où se trouvent les principaux puits), tous refusèrent avec force la proposition de faire les exportations à partir d'un port du Chili, selon le désir des multinationales, à cause des coûts réduits et des intérêts qu'ils détenaient déjà dans ce pays. En outre, la population exigeait que les besoins du pays en matière de gaz pour sa propre industrie soient assurés. On fut surpris par l'ampleur de la mobilisation en réalité, bien qu'elle traduisît aussi indirectement l'effet de plus de cent ans de discours anti-chiliens dans les écoles et casernes après la perte du littoral en 1879. Les manifestations furent pacifiques, bien que bruyantes ; peut-être parce que le MAS espérait un résultat optimal aux élections municipales de fin 2004.

Mercredi 8 octobre : début d'une grève civique illimitée dans la ville d'El Alto de La Paz (où 75 % de la population est aymara), soutenue par le syndicat de travailleurs local et les conseils municipaux voisins. Son thème central fut de nouveau le gaz. Dans l'imaginaire populaire, on y vit une résurgence du siège historique de Tupaj Katari en 1781. Cette grève impressionna par son ampleur : entre autres, circulation paralysée, y compris dans les accès à La Hoyada (ville de La Paz), commerces fermés, feux de joie allumés aux croisements des rues, défilés des organisations locales. La brutale réponse du gouvernement ne parvint qu'à radicaliser le mouvement.

Le jeudi 9 octobre, il eut un affrontement dans la principale voie d'accès à la ville où deux mineurs et un garçon furent tués et 21 personnes blessées, quand la police arrêta un groupe qui avançait vers une énorme réunion de mineurs. Deux députés et un prêtre qui s'approchaient des policiers pour leur demander une plus grande bienveillance à l'égard des gens furent également agressés, le prêtre ayant même reçu une balle. Mais c'est le samedi 11 que commença le plus grand affrontement. Devant le manque de carburant dans La Paz, le gouvernement envoya l'armée pour frayer un

chemin à un convoi de camions-citernes, qui passa en coup de vent dans les rues sous la protection de l'armée. Ultérieurement, l'armée occupa la ville d'El Alto. En fait, ce carburant « tâché de sang » n'arriva pas au citoyen lambda, mais dans les casernes militaires. Durant l'après-midi, le gouvernement déclara la ville d'El Alto sous contrôle de l'armée, les troupes occupèrent les principales avenues pendant la nuit et, le dimanche 12, elles la parcoururent, de part en part, tirant à vue.

Lundi 13, le conflit s'étendit à la ville de La Paz. Mercredi 15, une colonne en route depuis plusieurs jours en provenance de la ville d'Oruro fut bloquée par l'armée dans Patacamaya à 100 km de La Paz, occasionnant deux autres décès. A partir de ce moment là, le point central du contentieux passa du gaz au cri de « Goni assassin », et sa démission fut réclamée à corps et à cri.

Teintés d'humour noir, quelques écrits disaient : « Goni, fais du gaz ! ». Nous pourrions ajouter que dans cette « guerre de gaz », on utilisa aussi du gaz (lacrymogène) pour disperser les foules et que ce fut le manque de carburant dans les stations des quartiers chics qui conduisit le gouvernement à passer du gaz aux balles. Les victimes sont aujourd'hui appelés « martyrs du gaz » ou « défenseurs de nos ressources naturelles ». Le nombre de victimes augmentait d'heure en heure. Les derniers chiffres qui avaient le plus circulé faisaient état de quelques 80 morts depuis le 20 septembre. La liste définitive,

sur laquelle certains noms sont accompagnés des rapports des médecins légistes (rapports qu'il n'a pas toujours été possible de réaliser) ramène les chiffres à 59 morts, dont 4 femmes et 2 enfants, en plus des 12 noms sous enquêtes et 411 blessés. Pendant les incidents, les gens craignaient que l'on emportât les cadavres pour le faire disparaître sans traces.

En dehors de La Paz et d'El Alto, les gens se sont aussi mobilisés à Cochabamba, Oruro, Potosí, Sucre et Santa Cruz ; les clameurs demandant la démission du Président s'éten-

dirent dans tout le pays, bien qu'elles ne fussent pas réprimées avec autant de violence dans ces villes-ci. Parallèlement, pendant toute cette semaine, de nouveaux facteurs politiques virent le jour. Le premier à se retirer du Gouvernement fut le vice-président, Carlos Mesa. Le matin du lundi 13, il diffusa un message en direct dans lequel il déclara avoir échoué dans sa tentative de trouver une solution, et, aussi qu'il prenait ses distances vis-à-vis du gouvernement au vu des méthodes d'une violence inacceptable auxquelles il avait recours. Tout de suite, l'ambassadeur des Etats-Unis, irrité par cette déclaration, alla le visiter. Mais le vice-président maintint fermement sa position. Peu de temps après, l'ambassadeur appela encore Mesa lui demandant s'il avait assez de « colère pour tuer ». Mesa eut le courage de répondre, dans un

Pour aboutir en pratique à un pacte entre membres de l'élite traitant le pays comme leur propriété privée, et cherchent à satisfaire leurs intérêts personnels et particuliers

nouveau message public, qu'il n'avait jamais eu cette colère, ni à ce moment-là, ni à aucun autre moment. Il ajouta qu'il refusait la violence gouvernementale autant qu'un état de chaos. De fait, avec les événements qui suivirent, l'Ambassade fléchit ultérieurement sa position.

Quelque chose de nouveau arriva dans l'après-midi du mercredi 15. Accompagnée d'un groupe trié sur le volet de professionnels et d'intellectuels, y compris un jésuite, l'ancienne médiatrice de la république et « défenseur du peuple », Ana María Campero, commença un piquet de grève et une grève de la faim dans une paroisse située au centre de la ville, située symboliquement entre le siège central de la police et le ministère de la défense. Ils demandaient la démission du président

parce qu'il avait perdu toute légitimité après tant de morts. Quelques heures plus tard, les piquets de grève commencèrent à se multiplier dans La Paz, El Alto et beaucoup de villes de l'intérieur ; en sorte que deux jours après, on en comptait plus de 70, rassemblant un millier de grévistes de la

faim. Ce mouvement soulignait le fait que l'affrontement n'était pas que celui du gouvernement et des milieux défavorisés, bien qu'ils fussent sans aucun doute les principaux protagonistes. En effet, des groupes importants en provenances de la classe moyenne y participèrent aussi.

Pendant la nuit, Goni, accompagné de ses alliés du MIR et NFR, tint une conférence de presse dans laquelle il reprit son discours de défense de la démocratie contre un complot et une sédition bien menés. Il répéta également qu'il ne comptait pas démissionner. Le jeudi 16, pendant de nouvelles manifestations, Goni commit sa dernière erreur. Il insista, pendant une interview avec la chaîne CNN, qu'il était victime d'un complot anti-démocratique, terminant son intervention en reprenant une enquête réalisée par la *Radio Fides* (de la Compagnie de Jésus) selon laquelle deux tiers des participants le soutenaient ; en réalité il faisait référence à une consultation par Internet

(auquel évidemment les parties les plus défavorisées et populaires n'avaient pas accès) qui fit voir dès le début que les deux tiers des personnes interrogées demandaient sa démission. Mais le matin du même jour, on démontra clairement que des hackers étaient entrés sur ce site web pour en pirater les résultats. Le premier à s'indigner fut le directeur de la radio qui, jusqu'alors, avait veillé à conserver une couverture équilibrée, te-

nant compte des deux partis en conflit. Quelques heures après, le porte-parole du gouvernement démissionna, quoiqu'il ne fit pas allusion à cet incident.

Finalement, vendredi 17 en fin d'après-midi, commença la session du Congrès, pendant que Goni, les membres de sa famille, Sánchez Berzain² et d'autres amis proches qui avaient déjà abandonné le palais présidentiel (depuis plusieurs jours le palais du gouvernement était lui-même déjà vide), se dirigèrent en hélicoptère vers l'aéroport, puis vers à Santa Cruz pour continuer, toujours dans l'avion présidentiel, et puis vers Miami par un vol régulier de Lloyd Aéreo Boliviano.

Analyse

Le récit jusqu'ici démontre que ni le discrédit de la classe dirigeante, ni les mouvements indigènes et populaires n'ont surgi du jour au lendemain. Ils ont eu une longue période de gestation, bien qu'à un rythme accéléré à partir de 1997. La chute du parti au pouvoir vint du fait qu'il avait changé de position, quittant successivement la promesse de mettre en œuvre un « pacte de gouvernement » et la position « favorable à la démocratie » — slogans adoptés après le changement politique de 1985 —, pour aboutir en pratique à un pacte entre membres de l'élite traitant le pays comme leur propriété privée, et cherchant à satisfaire leurs intérêts personnels et particuliers.

Quelque fût le parti au pouvoir, il avait une marge de manœuvre très réduite en raison de la forte dépendance de chaque groupe et du gouvernement par rapport au gouvernement des Etats-Unis et à son ambassadeur — fréquemment appelé « le vice-roi ». Il devait prendre en compte non seulement l'obsession américaine à supprimer la feuille de coca, sans en considérer ni

le coût social, ni les solutions de rechange, mais aussi tout ce qui concerne les intérêts économiques des entreprises multinationales liées à ce pays, y compris les compagnies pétrolières avec lesquelles sont liés nombre des élites régnautes. Ce n'est juste le fait que Goni ait un accent « étranger » (américain) ou que son prédécesseur, « Tuto » Quiroga ait une épouse « étrangère » (américaine), jouant le rôle de la Première Dame de Bolivie. Les deux avaient étudié et vécu plusieurs années aux

Etats-Unis et y avaient gardé leurs propres liens d'affaires économiques. Cette marge réduite de manœuvre des gouvernements se trouvait aussi dans les relations avec le FMI, la Banque Mondiale et d'autres grandes institutions financières internationales. Il faut encore ajouter que la responsabilité de cet échec est aussi due à la faible capacité de gestion du pays.

De l'autre côté, il y a une longue histoire de croissance

Leurs racines culturelles leur octroient une potentialité absente chez les immigrants dans d'autres milieux urbains latino-américains.

L'autre nouveauté de ces mouvements populaires est la résurgence des mineurs, des syndicats, et, en général, des groupes urbains de gauche

progressive de la conscience démocratique et de l'action politique dans la partie ouvrière et défavorisée de la population. Il y a toutefois une différence entre le secteur paysan indigène et rural et d'autres secteurs. Chaque secteur a eu une longue histoire politique avec comme jalon fondamental commun la révolution nationale de 1953 qui institua la Centrale Ouvrière de Bolivie (COB) et organisa en syndicats le secteur paysan. Avec la restructuration économique néo-libérale de 1985 et la idéologique déroutée du socialisme en Europe de l'Est, le secteur ouvrier s'effondra. En revanche, le mouvement paysan indigène, avec ses hauts et ses bas, se renforçait, pendant qu'il prenait aussi conscience de ses diverses identités et de ses racines ethniques ancestrales. Celles-ci l'aide à fortifier ses organisations propres dans lesquelles l'autorité se rend légitime par sa proximité (liens claniques) et les services qu'il rend, et non par le pouvoir qu'il exerce. D'autre part, il faut aussi reconnaître que le conflit de la feuille de coca, amplifié artificiellement sous la pression des Etats-Unis, a plutôt fortifié les organisations de cette région, permettant à celles-ci d'avoir une perception du rôle que joue dans leur problématique la dépendance internationale. Ce n'est pas par hasard que le premier nom qu'on donna au parti fut « Assemblée Souveraine du Peuple ».

Dans cette émergence populaire, on remarquera comme la plus grande nouveauté des dernières années celle de comment, à partir des organisations rurales, le mouvement s'est répandu aussi à d'autres secteurs populaires en utilisant différents moyens d'attraction. Ce n'est pas un cas unique ; cela a eu lieu aussi en Equateur et dans le Chiapas au Mexique.

Le mouvement se répandit d'abord dans le plateau des Aymaras, qui insistèrent plus sur leur identité ethnique dans un contexte de pauvreté extrême, puis dans d'autres secteurs de la ville—principalement d'El Alto—dans lesquels on trouve une plus grande concentration d'immigrants aymaras qui vivent aussi dans des conditions de pauvreté. Là, l'organisation traditionnelle de la communauté rencontre à sa façon un certain écho dans les nouvelles assemblées locales qui furent le principal instrument des dernières mobilisations. Ceux qui se sentent menacés par elles ont l'habitude de ne pas les reconnaître sous prétexte que les gens de la base agissent seulement sous la contrainte et par peur des amendes. Il y a certainement des pressions pour qu'ils y assistent, comme cela a lieu en Bolivie dans la plupart des manifestations, quelqu' soit le secteur et l'idéologie en cause. A El Alto, les dirigeants ou l'assemblée ont l'habitude d'imposer aux coupables une amende en nature ou en espèces. S'ils n'ont pas de ressources, ils s'ac-

quittent par des jours de travail communautaire. Une fois mobilisés, toutefois, les gens n'y adhèrent plus par simple résignation, mais participent pleinement, les hommes comme les femmes, au moins quand il s'agit des causes par lesquelles ils se sentent concernés, comme cette crise. D'ailleurs, ce sont ces bases qui examinent leurs dirigeants ou en changeant s'ils ne les trouvent pas prêts à se bouger.

Globalement, il est encore plus difficile d'organiser les immigrants urbains s'ils travaillent dans le secteur informel. Ils perdent leurs racines et leur appartenance sociale à leur lieu d'origine une fois qu'ils sont en ville ; ils se sentent isolés dans les foules de diverses origines. Dominent alors le l'individualisme compétitif, l'aliénation sociale et culturelle, et même d'anonymat. Tout cela est vrai dans El Alto, La Paz et d'autres villes où les problèmes de ce genre sont nombreux ; des bandes voient le jour, et les mouvements populaires s'accompagnent d'actes de pillage et de vandalisme. Mais le fait que la plupart d'entre eux ont les mêmes racines et la même langue (aymara ou quechua) et qu'ils gardent certains liens avec leurs lieux d'origine se reflète d'une façon ou d'une autre dans les nouvelles organisation de quartier. Leurs racines culturelles leur octroient une potentialité absente chez les immigrants dans d'autres milieux urbains latino-américains.

L'autre nouveauté de ces mouvements populaires est la résurgence des mineurs, des syndicats, et, en général, des groupes urbains de gauche, si fortement affaiblis depuis 1985. Ceci peut très largement être attribué au fait que le modèle néolibéral a échoué à améliorer tant soit peu leurs conditions de survie. Il faut ajouter à cela l'habileté, surtout du MAS et de ses dirigeants, à incorporer les dirigeants de ces secteurs avec leurs revendications. Il y eut toujours après 1985 des mineurs influents qui appuyèrent le mouvement des « cocalero » qui avait le vent en poupe ; certains d'entre eux furent aussi responsables de la prise de conscience des peuples indigènes des terres basses, établissant clairement qu'il existait déjà certains liens.

Mais le mouvement inverse était aussi visible. Pendant que s'intensifiait l'élimination forcée des plantations de coca (entre 1997 et 2001), on parvint à affirmer qu'on avait réussi à atteindre l'objectif « zéro coca », au point que certains annonçaient la fin du mouvement « cocalero ». Ce ne fut pas le cas. Ce que les dirigeants du MAS perçurent alors toutefois était plutôt la nécessité de diversifier davantage leur discours et d'amplifier le spectre social de leurs partisans et sympathisants. Le moment clé fut la campagne électorale de 2001 au cours de laquelle ils relevèrent le défi d'avoir des candidats pour

En réalité, plusieurs versions s'entrecroisent au sujet de ces Bolivies polarisées : la blanche et la métisse contre l'indigène et l'aborigène ; l'urbaine contre la rurale ; la riche contre la pauvre, et même, la « colla » ou l'andine contre la « camba » ou l'orientale

tous les postes et se virent dans l'obligation à cette fin de s'ouvrir à plusieurs secteurs urbains, aussi bien des classes inférieures que des milieux professionnels.

La combinaison du discrédit de la classe politique traditionnelle appuyée par les intérêts économiques des groupes locaux et internationaux, et de l'émergence du mouvement populaire, avec une forte composante indigène de gauche, a eu comme conséquence la polarisation et l'aggravation des contradictions existantes en Bolivie depuis la fondation de la République, même si elles étaient cachées ou ignorées par la classe politique dominante.

Aujourd'hui, plus que jamais, on parle des « deux Bolivies », notion entendue depuis longtemps, mais qui avec le temps a pris d'autres connotations, surtout depuis que Mallku Felipe Quispe se l'eut appropriée. En réalité, plusieurs versions s'entrecroisent au sujet de ces Bolivies polarisées : la blanche et la métisse contre l'indigène et l'aborigène ; l'urbaine contre la rurale ; la riche contre la pauvre, et même, la « colla » ou l'andine contre la « camba » ou l'orientale. La composante ethnique est présente dans chacune d'entre elles, même si seuls les premiers et derniers groupes y font plus explicitement référence. On ne peut pourtant pas isoler une telle dimension des autres qui mettent l'accent sur la composante socio-économique. Le contraste entre ceux qui mettent cet accent et ceux qui ne le mettent pas prend une nouvelle connotation effective quand il s'agit du contraste entre les indigènes et les autres, et / ou entre les « collas » et les « cambas ».

Il y a, derrière ces pôles, un clivage qui dépasse les frontières nationales : celui entre la Bolivie mondialisée et la Bolivie profonde. La première comprend les secteurs plus riches qui, de ce fait, ont des liens directs ou indirects avec l'actuelle mondialisation économique en provenance des centres économiques mondiaux qui suivent le modèle capitaliste ou, comme on le dit là-bas, néolibéral. La seconde (la Bolivie profonde) inclut ceux qui, étant les plus pauvres et marginalisés, sont ceux qui ont aussi plus de racines dans le pays, leur terre et son histoire. Ces sont littéralement les *indigènes* et *aborigènes* qui, néanmoins, furent exclus et se rendus « étrangers sur leur propre terre ». Leur émergence fait aussi d'un mouvement mondial vers cet « autre monde possible ». C'est une mondialisation à l'envers, partant de la base et de la grande diversité locale, dans laquelle on découvre de nouvelles semences de rénovation face au modèle dominant exclusif.

Quelle est alors en dernière analyse, l'interprétation de

***Ce fut le résultat de
l'indifférence avec
laquelle le
Gouvernement réprima
les manifestations
massives, et de la
violence qui en résultat.***

tout ce qui est arrivé pendant le mois d'octobre dernier en Bolivie ? Quatre lectures sont possibles :

- (i) Ce fut un séditionnel complot syndical et corporatif contre la démocratie. C'est la position de l'ex-président et de ceux qui l'appuyaient. Cela fut repris, surtout dans un premier temps, par le *Washington Post* et par d'autres médias internationaux.
- (ii) Ce fut une rébellion indigène. C'est ainsi que le percurent plusieurs reporters internationaux, impressionnés surtout par les images de la campagne et d'El Alto.
- (iii) Ce fut une conspiration à laquelle participèrent des partis politiques et d'autres secteurs, populaires ou non. C'est ce qui ressort des rencontres préparatoires qui conduisirent à la démission du président. Cette position apparut dans plusieurs articles d'opinion des analystes boliviens, interprétation même après l'arrivée au pouvoir de Mesa.
- (iv) Ce fut le résultat de l'indifférence avec laquelle le Gouvernement réprima les manifestations massives, et de la violence qui en résultat.

Je penche plutôt vers la dernière interprétation, qui, à son tour, et par réaction, mit en marche certains des éléments mis en évidence par les autres interprétations. Celles-ci en sont néanmoins bien les conséquences et non la cause. Le passage de la manifestation contre le gaz et l'ALCA, - entre autres, à la demande massive de démission ne fut pas un stratégie froidement planifiée comme le dénonçait amèrement le gouvernement sortant, mais bien plutôt une réponse à la démonstration de force et la répression violente avec laquelle ils essayèrent d'arrêter les manifestations populaires. L'incorporation de certains secteurs de la classe moyenne et des partis au pouvoir au cours des dernières phases du processus, fut une réponse claire suite aux massacres, spécialement ceux des 11 et 12 octobre à El Alto et dans les quartiers populaires de La Paz³. Sans tous ces morts, il est probable qu'il n'y aurait pas eu une réaction si massive.

Goni et ceux qui l'appuyaient dans sa position dure avaient perdu leur légitimité et il n'était plus tolérable qu'ils continuent à gouverner dans l'avenir. Peut-on appeler démocratique un gouvernement qui tue les citoyens sans défense pour se maintenir au pouvoir ? Jusqu'au dernier moment, certains envisagèrent que ce soit le parlement qui prenne momentanément les rênes du gouvernement pour former un gouvernement d'intérim et décider de la continuité ou non de Goni comme président après l'organisation d'un référendum. Mais à ce moment-là, cette proposition était totalement inacceptable pour la population blessée et irritée et la majorité de leurs alliés : « C'est trop tard, Monsieur le Marquis » aurait redit l'ex-médiatrice de la république.

Le rôle de l'Église et de la Compagnie

Depuis des années, l'Église hiérarchique en Bolivie a joué un rôle public de médiation quand les conflits entre Etat et acteurs sociaux en arrivaient à la rupture. Ce rôle était plus compréhensible pendant les dictatures militaires, mais il n'en a pas pour autant disparu pendant la démocratie ; c'est ce qui prouve la faiblesse que continuent à avoir les institutions démocratiques pour favoriser la participation et le dialogue. Par exemple, sur demande des parties en conflit, l'Église, la médiatrice de la république et l'assemblée permanente des droits de l'homme furent les médiateurs habituels pour supprimer les barrages en 2000 et 2001. Dans certains cas, l'Église arriva à prendre l'initiative, dans le contexte de la campagne « Jubilé 2000 » qui permit à plusieurs secteurs populaires dans tout le pays d'exprimer leur souci dans ce qu'on a appelé Stratégie Bolivienne de Lutte contre la Pauvreté, pour obtenir un financement par les ressources du programme de condamnation de la dette externe des pays pauvres (HIPC 2) des Nations Unies. Ces actions expliquent en partie la haute crédibilité que détient l'Église dans l'opinion publique.

C'est pour cela que quand s'aggrava en 2003 le conflit entre gouvernement et opposition, l'Église catholique mit en œuvre diverses propositions de médiation dans le dialogue avec les chefs de tous les partis connu sous le nom de « rencontre nationale ». Quand le conflit devint plus violent, en octobre, le Cardinal-archevêque de La Paz était à Rome où il obtint que le Pape prononçât un message sur la Bolivie. Toutefois, le principal porte-parole local fut le secrétaire de la conférence épiscopale, qui est en même temps évêque d'El Alto. Il fut présent à l'arrivée des manifestants de Luquisani ; il souligna le contraste entre la résolution pacifique de ce conflit par le dialogue et l'autre géré par la force, qui causa plusieurs morts. Il y eut ensuite plusieurs appels au désarmement et au dialogue ; et quand toutes les autres démarches échouèrent, provoquant les grèves de la faim, il reçut les principaux responsables du soulèvement et fit en sorte que les églises et paroisses soient disponibles pour les grévistes. L'Église méthodiste s'unifia au mouvement, en sorte que diverses autorités aymaras participèrent aux grèves de la faim. L'évêque de Patacamaya, aymara et ex-mineur, servit de médiateur entre la colonne en route vers La Paz et les militaires venus l'arrêter, obtenant que les militaires laissent passer la colonne des manifestants.

Beaucoup de curés de El Alto se trouvèrent pris sous le feu des armes, alors qu'ils portaient les blessés et morts, et qu'ils soignaient et accompagnaient la ville agonisante. L'un d'entre eux reçut une petite balle alors que, portant une étoile, il se dirigeait vers les policiers pour leur demander d'arrêter la répression. Les prêtres de

paroisse furent les premiers qui, dans cette solidarité, apposèrent leur signature sur une lettre publique demandant la démission du Président, demandant aussi que le gouvernement ne fasse plus référence au document de la rencontre nationale qui n'avait pas réussi à réunir le consensus. Ils ont été plus tard considérés comme des témoins qualifiés de ce qui réellement s'était passé avant que la commission d'enquête ne commence ses investigations.

L'Église bolivienne possède un large réseau de stations de radio avec diverses caractéristiques et audiences. Un groupe significatif de ces radios—qui comprend entre autres les radios ACLO, Tarija et Santa Cruz, liées à la Compagnie de Jésus et fait partie du réseau ERBOL (Education Radiophonique de Bolivie), touche les milieux populaires de tout le pays. Pendant le conflit, les radios de ce réseau, jointes à d'autres, jouèrent un rôle fondamental et risqué d'information et de diffusion des témoignages de première main, donnant l'antenne à tous ceux qui voulaient téléphoner. Elles constituèrent aussi un réseau d'urgence pour les actions de solidarité, difficilement réalisable par voies ordinaires. Une d'elles, la radio Pie XII d'Oruro, fut réduite au silence par dynamitage, provoquant une forte réaction de la part de toutes les autres. Le siège central de ERBOL fut objet des menaces ; c'est alors que l'évêque d'El Alto s'y rendit pour y célébrer une messe très émouvante retransmise en direct pour les morts et implorer la paix, exprimant de la sorte publiquement son appui. Tout cela contrastait fortement avec la tiédeur de la majorité des chaînes de télévision. Dans le même temps, la chaîne d'Etat de la télévision retransmettait en direct, et depuis la résidence présidentielle, la prière du rosaire pour la paix et la réconciliation, avec la participation d'un autre évêque et de la Première Dame. Il y a de la place pour tout dans la vigne du Seigneur.

Les jésuites n'ont pas été à la marge de tout ce remue-ménage, spécialement ceux d'El Alto et ceux qui sont engagés dans les médias. Un des points principaux du conflit dans El Alto se trouve à la frontière de notre paroisse. Providentiellement, Enrique Zabala, prêtre de paroisse, fut soutenu par quatre autres jésuites grâce au fait que les barrages les empêchaient de vaquer à leurs occupations habituelles ; deux d'entre eux, étudiants en philosophie y furent bloqués au retour d'une expérience dans notre communauté rurale aymara de Qurpa. Nous espérons qu'Enrique et ces étudiants raconteront prochainement en détail leur expérience. Je vous livre en attendant quelques notes brèves sur ce qui s'est passé.

Dimanche 12, on organisa une procession derrière l'étendard de la croix demandant la paix et la justice ; elle prit brutalement fin quand elle fut surprise par une intervention militaire avançant dans une avenue en tirant des rafales. L'église se transforma en chapelle ardente autour de deux cadavres non-identifiés que les membres de la fa-

mille vinrent chercher le jour suivant pour les transporter en procession jusque dans leur quartier. L'église paroissiale était pleine de blessés pendant tout ce temps, y compris deux officiers que les gens en colère avaient fait descendre de leur moto alors qu'ils essayaient de passer en tirant sur la foule. Ils étaient en passe d'être lynchés, n'eut été l'intervention de quelques jeunes parmi lesquels les étudiants jésuites qui aidèrent les gens à retrouver la raison. La nuit, il fallait que accompagner les voisins qui s'organisaient des tours de garde dans le quartier pour ne pas se laisser surprendre par l'armée ou des bandes de pilleurs.

En ce qui me concerne, j'eus l'occasion d'être à El Alto pendant les premiers jours du conflit. Je ne peux pas oublier comment, alors que je marchais avec mes affaires d'un quartier à un autre, je me mis à accompagner quelques instants un groupe qui veillait dans la rue Roxana, une jeune Aymara de 19 ans qui était montée sur la terrasse et, alors qu'elle s'appuyait sur mur en briques pour mieux observer ce qui se passait, fut atteinte par une balle à la tête, qui percuta aussi le mur d'en face, laissant derrière une mare de sang ainsi qu'un fragment de ses cheveux.

Mercredi, je marchai pendant trois heures pour atteindre la partie basse de la ville pour une réunion de travail dans une mission danoise. En réunion avec le directeur de CIPCA –l'institution de promotion rurale dans laquelle je travaille–, on nous informa de la première grève de la faim ; nous allâmes visiter les grévistes pour nous joindre à eux ou leur manifester notre solidarité d'une manière quelconque. Ils demandèrent au CIPCA de les aider à organiser des piquets de grève dans d'autres villes ; ce fut fait. On me demanda aussi de parcourir les piquets pour raconter mon expérience d'il y a 25 ans. Il s'agissait en fait d'une autre histoire de grève de faim commencée par quatre femmes mineurs dans l'archevêché et qui furent appuyées immédiatement par des groupes pour les droits de l'homme avec la femme mineur Domitila Chungara, mon compagnon jésuite Luis Espinal, moi-même, sept autres.

Après quelques jours, plus de mille grévistes dans tout le pays nous avaient rejoints. Ce fut le début de la chute du dictateur militaire Banzer et le premier pas vers la démocratie. Je me rendis donc, pendant les jours suivants, de grève en grève dans les églises, les institutions publiques, parlant de cette expérience avec les groupes les plus divers, de jeunes et de vieux, d'étudiants, d'indigènes ou de professionnels, tous pleins d'idéalisme mais incertains face à l'avenir.

La paroisse d'El Alto organisa aussi une grève de la faim auquel participèrent trois jésuites. Le premier piquet de grève commencé par l'ancienne médiatrice de la république avait été rejoint par Ricardo Zeballos, jésuite de la pastorale universitaire, qui fut dès le départ très actif dans le réseau ERBOL en recueillant des té-

moignages des blessés et parents dans les hôpitaux de la ville et aidant les gens à réfléchir. Dans notre collège San Calixto de La Paz, nous avons facilité l'organisation d'un autre piquet de grève. Dans Cochabamba, nos deux jésuites « Arturo », le supérieur, qui est directeur de la Conférence des religieux et responsable du « Centro Cuarto Intermedio » se joignirent aussi à la grève de la faim. En outre, dans le piquet du « Centro Vicente Cañas » situé à côté de notre paroisse dans le quartier populaire de Valle Hermoso, d'autres jésuites ont toujours maintenu le contact entre divers secteurs qui s'étaient alors mobilisés. Avec le soutien du CIPCA et de l'ACLO, on en organisa d'autres dans diverses ville du pays.

Nous avons déjà signalé le rôle fondamental du réseau ERBOL qui comprend plusieurs radios éducatives à grande audience populaire liées à la Compagnie. Un autre réseau associé à la Compagnie est appelée « Familia Fides », dont les bulletins d'information sont très écoutés : ils ont 24 filiales qui sont des stations émettrices FM dans plusieurs villes et villages intermédiaires du pays. Parmi elles, une station qui se trouve dans la région agitée aymara de Achacachi couvrit de plus près les manifestations et massacres de Warisata du 20 septembre. Pendant le conflit, Fides maintenait des contacts permanents avec divers protagonistes, les manifestants et les autorités, pour présenter un large éventail de positions, mais sans avoir assez clairement défini son point de vue. C'est pour cette raison que les manifestants ne l'ont jamais considéré comme aussi solidaire que l'ERBOL, bien que d'autres la remercièrent pour son rôle dans la diffusion d'une information diversifiée, surtout à l'intérieur du pays où les nouvelles arrivaient avec beaucoup de confusion. Comme nous l'avons vu, l'enquête de Fides via Internet sur la question de la démission du Président eut au moins un effet boomerang important contre le gouvernement quand celui-ci essaya de la manipuler en sa faveur.

Le nouveau président Carlos Mesa Gisbert est depuis longtemps en lien avec la Compagnie. Il a étudié dans des écoles de la Compagnie (école primaire à San Calixto, et collège de San Ignacio) reconnaissant dans sa vie, encore aujourd'hui, les empreintes de cette formation chrétienne et humaniste. En fait, il demanda même à un de ses anciens professeurs jésuites d'être présent à la première session du cabinet pour l'ouvrir avec une prière.

Il partageait avec le jésuite Luis Espinal sa passion pour le cinéma, et celui-ci ayant été assassiné par les militaires, il écrivit le livre *Le cinéma bolivien selon Luis Espinal*. Au début de l'an 2000, quand la province de Bolivie entreprit un processus de diagnostic et planification ; il fut invité à participer aux tables rondes et souligna l'importance stratégique de l'apostolat éducatif de la Compagnie de Jésus.

El Alto, le 14 novembre 2000, le 222^{ème} anniversaire de la mort de Tupac Katari.

¹ Vice-président de Bánzer jusqu'au mois d'août 2001, qu'il remplaça quand ce dernier se vit obligé de démissionner pour des raisons de santé

² On a su après coup que celui-ci avait évacué sa famille une semaine auparavant ; il l'avait aussi proposé à la « Première Dame », doña Ximena, qui ne voulut pas abandonner Goni dans de telles circonstances.

³ Il y en a qui pensent que ce sont les dirigeants eux-mêmes qui cherchent des « martyrs » pour que les gens manifestent beaucoup plus. Ceci n'est pas à exclure dans certains cas. Pour les peuples andins, le contact avec une mort prématurée est quelque chose de quotidien, de même que pour les Forces Armées il est habituel de recourir facilement aux armes. Pendant les 17 mois de gouvernement, l'actuel Président a provoqué la mort de 143 citoyens. Dans plusieurs cas, y compris en février 2003, la présence des franc-tireurs était évidente, même si, comme toujours, on l'a nié dans les tribunaux militaires qui sont juges et partie.

(tradotto da Léon Ngoy Kalumba)

Xavier Albó S.J.
Casilla 283
La Paz - BOLIVIA
<xalbo@caoba.entelnet.bo>

L'ENGAGEMENT SOCIAL DES JESUITES DANS LA REGION DE L'ASIE DE L'EST

Andu Isamu, S.J.

J'ai été invité par le rédacteur de *Promotio* à expliquer comment l'Apostolat social s'est développé et étendu dans les pays d'Asie de l'Est, en fort contraste avec sa place actuelle assez minime dans la région. Les historiens aiment parler d'âges d'or et de périodes de déclin, distinction qui s'applique à l'implication des jésuites dans cette région. Une analyse de la situation et de ses causes sous-jacentes peut être utile. Pour être tout à fait honnête, je suis un peu réticent à toucher à toute cette question, mais comme cela peut être utile à des jésuites d'autres régions, j'ai décidé de donner mon point de vue en toute franchise. En fin de compte, le champ reste libre pour toute discussion fructueuse.

Le réseau jésuite dans le domaine social en Asie de l'Est a démarré avec succès dès 1960.

Des jésuites du Japon, de Hong-Kong, des Philippines et d'Indonésie ont pris l'initiative de se rassembler à Tokyo en octobre 1960, et leurs réflexions les ont amenés à conclure qu'il était nécessaire de fonder un centre pan-asiatique d'information et action sociale. Leurs supérieurs majeurs en ont été informés. Ces six jésuites avaient de l'expérience dans leur pays en matière de syndicats, de développement rural, d'économie, de relations industrielles et de coopératives de crédit. Ils étaient des missionnaires, nés hors d'Asie, et ils se sont engagés à lancer ensemble de nouvelles méthodes pour soulager la pauvreté et promouvoir la justice, ainsi que le respect des droits de l'homme dans cette partie du monde.

Une organisation a été créée, le « Comité pour le Développement de la vie Socio-Economique en Asie » (SELA), avec un coordinateur ; un bureau central a été établi, d'abord à Hong-Kong, puis à Bangkok et finalement à Manille. Le coordinateur a reçu la tâche de promouvoir les activités d'apostolat social à travers les pays de l'Asie de l'Est, et de visiter fréquemment toutes les provinces jésuites. Avec l'approbation des supérieurs majeurs, des comités régionaux ont été progressivement mis en place dans toute la région. Il nous semble maintenant utile de rappeler les circonstances historiques dans lesquelles le SELA a œuvré au cours de ces dernières décennies.

Les pays de l'Asie orientale diffèrent fortement les uns des autres par presque tous les aspects : économie, religion, culture, langue, structures sociales, et systèmes politiques

Cadre historique

Le SELA est né et a commencé ses activités à une époque très orageuse pour l'Asie orientale. La plupart des pays de la région étaient très pauvres, sauf le Japon, qui avait commencé à dominer les pays asiatiques en tant que puissance économique et financière. A la fin des années soixante et au cours des années soixante-dix, des régimes militaires et des dictatures se sont répandus sur toute la région, de la Thaïlande et de l'Indonésie, à l'ouest, jusqu'à la péninsule coréenne, en Extrême-Orient. La guerre américaine au Vietnam, qui a impliqué plusieurs autres pays comme la Chine et la Russie, s'est conclue en faveur du Vietnam du Nord par la signature du traité de paix de Paris en 1973, mais la guerre a continué jusqu'en avril 1975. L'important soutien militaire accordé au Vietnam du Nord par l'Union Soviétique et la République de Chine était un signe, voire même un symbole, de la confrontation idéologique mondiale entre l'Est et l'Ouest. Le triomphe du communisme dans la région indochinoise et dans les deux autres forteresses asiatiques, la Chine et

la Corée du Nord, faisait craindre qu'il ne se répandît en Thaïlande, l'Inde, la Malaisie, et d'autres pays. Ceci devint une excuse pour y renforcer les régimes militaires anticommunistes. A cette époque, des centaines de milliers de personnes furent tuées en Indonésie pendant ce qui a été appelé « la purge communiste » et le gouvernement militariste oppressif, sous la bannière de l'anticommunisme, provoqua des mouvements populaires anti-gouvernementaux en Thaïlande et Corée du Sud, menant à la mort de milliers de jeunes gens. C'est à ce moment-là que des troupes militaires indonésiennes ont envahi le Timor Oriental pour le maintenir « libre du régime communiste ».

D'autre part, des régimes communistes oppressifs, ont provoqué la mort de millions de personnes au Cambodge, en Corée du Nord et en Chine, tandis que plus d'un million et demi de réfugiés fuyaient le Vietnam par bateau à la recherche de liberté. De nouvelles organisations politiques régionales, comme l'ASEAN, avec des profils idéologiques très anticommunistes, ont été créées.

Avec le développement de Zones de libre-échange dans les années 70, les entreprises multinationales japonaises américaines ont dominé le commerce et le développement économique de nombreux pays de l'Asie de l'Est, de l'Indonésie et de la Thaïlande à la Corée du Sud et aux Philippines. Et quand le développement a commencé à réussir, la crise pétrolière du début des années 70 a clairement manifesté l'émergence de ce qu'on appelle maintenant la mondialisation économique.

Diversités et similarités en Asie de l'Est : tâches des jésuites

Les pays de l'Asie orientale diffèrent fortement les uns des autres par presque tous les aspects : économie, religion, culture, langue, structures sociales, et systèmes politiques. Toutefois, malgré ces différences, ils ont de nombreuses caractéristiques et beaucoup de problèmes en commun. Quels que soient les besoins locaux, les différences et les difficultés, nous, jésuites, avons un rôle universel à jouer pour servir les personnes qui ne réussissent pas à sortir de la pauvreté par elles-mêmes. Cet élément important manquait en Asie orientale, malgré le fonctionnement d'un certain nombre d'œuvres éducatives et pastorales.

Un groupe de jésuites de différents pays et compétences étaient convaincus que la Compagnie de Jésus et l'Eglise catholique devaient affronter des besoins aussi universels. La situation inhumaine intolérable de la plupart des populations dans les pays de l'Asie orientale rendaient leur mission extrêmement urgente. La vie misérable des habitants des bidonvilles, et les conditions de vie désespérées de la majorité des populations rurales demandaient une attention immédiate et une action efficace.

La confrontation idéologique en Asie de l'Est a provoqué des guerres et guérillas violentes, tuant des milliers d'innocents, ou leur déniaient les droits civils et humains les plus fondamentaux. Les sociétés multinationales, intéressées uniquement par leurs propres bénéfices, encourageaient la corruption de politiciens influents qui, en utilisant les forces militaires locales, déniaient aux travailleurs leur droit de s'organiser en syndicats. Quand toutes sortes d'injustices eurent été perpétrées, la défense des droits de l'homme les plus fondamentaux fut considérée comme subversive, occidentale, « non-asiatique ».

A cette même époque, il n'y avait pas de réseau catholique visible dans la région pour affronter ces questions, et les provinces jésuites agissaient toutes indépendamment, immergées dans leurs propres préoccupations locales.

Le fait qu'elles étaient des « missions » les a aidés à renforcer des liens avec d'autres provinces jésuites en Europe et en Amérique du Nord, où elles pouvaient obtenir du personnel et des financements.

Or, cette aide a aussi servi à réduire l'importance d'établir des liens entre elles. Ce qui limitait aussi fortement l'œuvre des jésuites, c'était qu'ils n'avaient pas encore exploré la possibilité de travailler en collaboration avec d'autres organisations et groupes, et n'étaient pas accoutumés à la coopération des laïcs.

Pendant plus de 30 ans, l'œuvre du SELA a surtout été source d'inspiration

Nouvelles tendances dans l'Eglise Catholique et la Compagnie de Jésus

Tandis que les pays de l'Asie de l'Est vivaient ces changements très importants, et toutes sortes de turbulences sociales et politiques inconnues, le Concile Vatican II posa une série de défis fondamentaux au monde catholique. L'enseignement social de l'Eglise, qui avait gagné d'importance depuis le temps de Léon XIII, exerça une forte influence sur une partie du contenu de la *Constitution sur l'Eglise dans les temps modernes*, un des documents les plus connus de Vatican II. Jean XXIII, qui avait convoqué le Concile, avait également publié deux Encycliques, *Mater et Magistra* et *Pacem in Terris*, qui ont apporté des messages créatifs et nouveaux aux masses pauvres et opprimées non-chrétiennes de l'Asie orientale. Paul VI, qui clôtura le Concile, continua l'oeuvre de Jean XXIII et, dans *Populorum Progressio* présenta une nouvelle vision du développement humain, en soulignant la nécessité de l'aide au développement. Le rôle à jouer par les laïcs prirent une place importante dans leurs messages.

Toutefois, les débats brûlants du Concile Vatican II, qui ont provoqué bien des discussions et des divisions en Europe et Amérique Latine, sont passés inaperçus dans notre partie du monde. Le document du Synode des évêques de 1971, « Justice dans le Monde », solide défi à l'éducation catholique et à la formation pastorale ainsi que credo de la théologie de libération, provoqua la même réaction ici. En Asie de l'Est, quelques groupes ont été occasionnellement informés de ces courants, mais, en général, les pays de l'Asie orientale sont restés largement en dehors des violents vents de changement qui ont balayé l'Eglise. Les activités missionnaires, pastorales ou éducatives, sont généralement traditionnelles ; elles privilégient le statu quo, et se méfient du ministère de la justice ainsi que de la formation de groupes Chrétiens en vue d'activités civiques, sociales et politiques. La création d'associations de travailleurs a, en règle générale, été considérée comme taboue, et les oeuvres jésuites ont suivi la même tendance.

Le premier réseau jésuite en Asie de l'Est

Tel est le milieu dans lequel le SELA, premier réseau régional jésuite d'Asie orientale, a commencé son activité en 1960, avec visant à une organisation souple qui encouragerait un apostolat social actif dans cette région. Le SELA était motivé par la misère du peuple dans la plupart des pays asiatiques, et les fortes injustices pesant sur les travailleurs et les pauvres. Persuadés que les Eglises de l'Asie de l'Est pouvaient augmenter la prise de conscience des gens en utilisant le nouvel enseignement social – à l'époque peu connu – les jésuites du SELA ont essayé d'alléger l'extrême pauvreté en milieu

urbain, dans les bidonvilles, et en milieu rural, dans les fermes pauvres. En même temps, dans la plupart des provinces jésuites de la région, ils ont promu des Centres Sociaux qui se fondaient sur les « Instructions sur l'apostolat social » (1949) du Père Général Janssen, ainsi que sur les lignes directrices de la Congrégation Générale qui avait élu son successeur, Pedro Arrupe, en 1965.

L'initiative prise par ces prêtres jésuites, préoccupés par la situation sociale, s'est déployée avec souplesse mais aussi systématiquement. Un coordinateur à temps plein fut nommé et les Supérieurs Majeurs acceptèrent de nommer un délégué de leurs provinces. Dans certains pays comme le Japon, des comités locaux, étroitement liés au SELA, furent également établis.

Le travail à faire comportait trois aspects :

1. Un travail de recherche, sous la forme d'études, de publications et de conférences originales, afin de présenter les perspectives de la loi naturelle sur les questions socio-économiques dans des cercles influents.
2. La promotion de projets socio-économiques, comme les mutuelles de crédit, les entreprises coopératives, les écoles professionnelles, les organisations professionnelles pour travailleurs et agriculteurs.
3. L'éducation sociale et des programmes de formation pour prêtres et laïcs, visant à renforcer la prise de conscience sociale et la formation de dirigeants en vue de l'action sociale.

Le coordinateur à temps plein du SELA restait en contact étroit avec chaque délégué et d'autres coopérateurs sociaux apostoliques en visitant chaque province une fois par an et en publiant un bulletin mensuel. Le monde de l'Internet et des réseaux e-mail était inconnu à l'époque. Une tâche importante du coordinateur était de préparer les réunions annuelles du SELA qui se tenaient chaque fois dans un pays différent de la région. Une équipe consultative de quatre personnes, qui rencontrait le coordinateur avant les réunions annuelles était responsable de l'ordre du jour de ces réunions et de la planification à long terme. Des séminaires internationaux se sont tenus tous les trois ans, à partir de 1963, et jusqu'en 1974¹.

Pendant plus de 30 ans, l'oeuvre du SELA a surtout été source d'inspiration. A sa manière, humblement, il a aidé des évêques, des prêtres, des religieux et religieuses et beaucoup d'hommes et de femmes de bonne volonté à promouvoir un ordre social et économique plus humain dans les pays asiatiques. Le SELA a aussi pressé nos collègues jésuites dans les domaines de l'éducation et des mass média à agir en collaboration régionale plus étroite. Pour rendre cette réalité plus réelle, un Secrétariat de coopération inter-provinciale jésuite, le « Bureau des

*Je regrette la
lamentable absence
de réseau jésuite sur
les questions
d'apostolat social
dans notre
Assistance*

Affaires Asiatiques », a été créé en 1968. Le BAA devint la Conférence jésuite de l'Asie de l'Est. A cette époque, les Provinciaux ne se réunissaient pas périodiquement comme ils le font maintenant.

L'Apostolat social en Asie de l'Est aujourd'hui : une situation embarrassante

Quand je suis devenu Secrétaire général du SELA, à temps partiel, en 1990, je savais très bien que l'épée de Damoclès pendait sur notre tête, prête à disloquer le SELA. Au Japon, notre centre social de Tokyo, persuadé qu'une coopération plus étroite entre les institutions sociales jésuites d'Asie de l'Est et du Pacifique était nécessaire, voulait lancer un réseau jésuite et a commencé à nouer des liens avec des centres de la région. Un séminaire de préparation d'une semaine a été planifié. J'ai alors été nommé Secrétaire du SELA, poste qui était resté vacant pendant plusieurs années, et il m'a été dit que ce séminaire était l'œuvre de l'Assistance. Le séminaire eut lieu en Thaïlande, avec 19 délégués jésuites et quelques laïcs représentant 19 organisations. Le suivi n'a pas pu fonctionner. Depuis 1993, le poste de secrétaire pour l'Apostolat social est resté vacant.

L'analyse d'une situation si embarrassante risque de provoquer un conflit émotionnel d'expériences et d'opinions. C'est pour cela que j'ai mentionné au début que je ne touchais à tout ce problème qu'à contre-cœur, malgré son importance. En tant qu'ancien participant actif à ce processus et comme travailleur à temps plein depuis bien des années dans le ministère de la justice sociale au Japon, je regrette la lamentable absence de réseau jésuite sur les questions d'apostolat social dans notre Assistance. Il y a certainement, à l'heure actuelle, plus de développement économique dans la plupart de ces pays qu'il y a 20 ans, mais il y a aussi plus de pauvreté qu'avant. Le JRS a commencé son travail à partir de cette région-ci avec le choc des boat-people et des réfugiés khmers, et plusieurs jésuites, anciens du SELA, ont beaucoup contribué au JRS et à son développement. Il y a d'autres énormes problèmes dans nos régions qui nécessitent des efforts coordonnés, comme l'émigration de travailleurs étrangers et le trafic des personnes. S'ils le veulent, les jésuites peuvent affronter ensemble les problèmes de la pauvreté, et de comment l'aide au développement et les multinationales affectent les gens, l'environnement, ainsi que d'autres problèmes connexes. Actuellement, des groupes citoyens et beaucoup d'ONG, convaincus de la nécessité de travailler en réseaux pour réduire la pauvreté, réaliser des programmes de développement, défendre la paix, l'environnement et les droits de l'homme, sont actifs dans la plupart des pays de notre région. Depuis le temps du Père Arrupe, nous les jésuites, comme corps, avons eu jusqu'ici une claire inspiration et une forte motivation pour

faire ensemble l'option pour les pauvres. Cela a aussi été la tendance dans les Eglises chrétiennes.

Mais alors, que s'est-il passé ? On pourrait donner plusieurs réponses à cette question : par exemple, le manque d'intérêt actif pour les questions d'apostolat social, tant de la part des supérieurs que des jésuites en général. Peut-être aussi ces très graves problèmes asiatiques sont-ils excessifs pour des supérieurs déjà surchargés par de nombreuses responsabilités locales. Peut-être les arbres cachent-ils la forêt. Je crois qu'il y a aussi eu des moments où les activités du SELA se sont surdéveloppées et sont entrées en conflit ou ont interféré avec d'autres tâches jésuites.

Suggestions finales

Je voudrais terminer ici par l'analogie suivante. En matière de transport par train et métro, Tokyo est l'une des villes les plus avancées du monde. Une des voies ferrées parmi les plus anciennes fait le tour de la métropole de Tokyo. Nous l'appelons « **Yamanotesen** ». Vous montez à la Gare de Tokyo, et au bout d'une heure environ de voyage autour de la ville, vous descendez à la même gare. Ce train offre de très bons services, en faisant ce trajet circulaire. Il ne sort jamais de sa route, fait toujours le même trajet. Nous avons aussi des lignes pratiques et modernes, comme le « **Shinkansen** » ou trains à grande vitesse, qui, partant aussi de Tokyo, desservent le Japon tout entier, allant à l'Est comme à l'Ouest, desservant Tokyo et le pays tout entier. Notre Assistance a officiellement choisi l'approche jésuite « **Yamanotesen** ». Je préférerais une approche « **Shinkansen** », au moins en ce qui concerne le ministère de la justice sociale. Quelques-uns d'entre nous ont choisi cette dernière route, convaincus qu'ainsi nous pouvons atteindre les jésuites et la majorité non-chrétienne. C'est peut-être ici que je devrais m'arrêter, mais je voudrais que le débat continue.

¹ Le premier séminaire d'un mois sur les bases de l'économie, les coopératives de crédit, les syndicats de travailleurs et la conscience sociale s'est tenu en 1963, avec 75 participants provenant de 15 régions asiatiques. Il a été suivi en 1965 d'un séminaire d'un mois sur l'Action Sociale pour environ 60 prêtres, à Hong Kong. En 1968, un séminaire international de 10 jours s'est tenu à Singapour. Environ cent dirigeants et décideurs politiques, économiques, sociaux et médiatiques ont participé à cet atelier sur la justice et le progrès humain dans la société. En 1971, un atelier d'action sociale d'un mois s'est tenu à Kyoto (Japon) avec la participation de 200 éducateurs de pays de l'Asie orientale et du Pacifique. En 1974, un séminaire de trois semaines sur le développement des ressources humaines rurales en Asie s'est tenu à Bangkok, avec une participation de 150 agriculteurs et dirigeants ruraux. Ces groupes laïcs sont encore actifs dans plusieurs pays.

(Traduit par Nicole Abbloos)

Ando Isamu S.J.
Kawada-cho 7-14, Shinjuku-ku
Tokyo 162-0054 - JAPAN
<selasj@kiwi.ne.jp>

DÉBAT: LA CONGRÉGATION DES PROCUREURS: GLOBALISATION ET FOI ET JUSTICE

La congrégation des procureurs, mondialisation et l'apostolat social : un débat.
Fernando Franco S.J.

Lors de son homélie d'ouverture, le Père Général nous a tous rappelé que la congrégation des procureurs (CP) « n'est pas un grand conseil d'administration d'une compagnie internationale, mais bien un groupe d'hommes que le Seigneur a choisis pour continuer son entreprise de salut, en nous faisant des partenaires de sa mission dans le monde; non pas par contrat mais par un 'oui' de toute sa personne ». C'est en étant profondément convaincu de la gratuité de son appel et de la primauté de notre réponse à son appel, empreinte de compassion amoureuse, que nous avons décidé de centrer la section « débat » de *Promotio* sur les deux thèmes « sociaux » discutés par la congrégation : mondialisation et le couple foi-justice.

En organisant ce débat nous avons suivi deux principes. Le premier est la représentativité : nous avons décidé de demander à 10 membres de la congrégation, représentant toutes les Assistances, d'écrire sur la mondialisation et sur l'interaction dynamique entre la foi et la justice. Le deuxième principe est lié à la manière dont nous traitons le sujet. Nous avons suggéré que le but d'écrire un article n'était pas tant d'écrire un rapport sur ce qui avait été dit ou discuté lors de la CP mais bien de fournir leur opinion personnelle sur les questions suivantes, sur la base de leur expérience en direct de la CP : Quel image ou symbole le processus de mondialisation évoque-t-il en vous ? Quels sont les effets les plus sérieux ou les plus significatifs de la mondialisation qui affectent notre vie et notre mission apostolique en tant que Jésuites ? Quels seraient les éléments essentiels d'une stratégie pouvant être adoptée par le Compagnie (et plus particulièrement par l'apostolat social) pour faire face à la mondialisation ? Quels sont les choix les plus importants ou décisifs que nous devons faire en tant qu'organisme international et apostolique, tant au niveau de l'efficacité que de l'affectivité, pour rester fidèle à notre engagement pour la foi et la justice ?

Quelques aveux sont ici nécessaires. Bien que tous

ceux qui ont été invités à participer n'aient pas tous pu accepter, nous avons réussi à couvrir l'ensemble des régions géographiques de façon presque égale. Alors que les questions précédentes se voulaient simplement à titre indicatif, nous nous attendions à ce que les auteurs suivent plus fidèlement nos suggestions. Mais il se peut, ce que le débat y a perdu en clarté soit récupéré en termes de diversité créative. Tous ceux ayant contribué au débat, à une exception près, ont été élus par la CP. La seule personne extérieure à la CP a envoyé un commentaire concernant la brève allocution donnée par le Père Ildefonso Camacho, et nous croyons qu'il est pertinent d'in-

En dépit de toutes ces limites, nous croyons avoir réussi à transmettre l'intensité avec laquelle certains considèrent nos engagements apostoliques, le cadre qui peut guider nos efforts dans le secteur social à l'avenir ainsi que l'urgence pour la Compagnie de trouver des réponses apostoliques créatives aux questions soulevées par la mondialisation

clure cette contribution à cause de ce qu'elle dit au sujet des jeunes Jésuites. En dépit de toutes ces limites, nous croyons avoir réussi à transmettre l'intensité avec laquelle certains considèrent nos engagements apostoliques, le cadre qui peut guider nos efforts dans le secteur social à l'avenir ainsi que l'urgence pour la Compagnie de trouver des réponses apostoliques créatives aux questions soulevées par la mondialisation.

Il est clair que tous les Jésuites ne partagent pas la même opinion sur la mondialisation. Il est aussi évident qu'en l'absence d'un nombre important de réflexions critiques et de sentiments qui convergent vers une compréhension commune de la mondialisation et de ses effets, la Compagnie ne pourra peut-être pas développer une réponse à la fois efficace et affective à ce défi. Le présent débat est une humble tentative pour aider les Jésuites à travers le monde à entrer en dialogue sur des questions qui sont cruciales pour notre avenir.

F. Fernando Franco S.J.

Mondialisation, foi et justice, vues de Bolivie Fernando Alvarado Castro, S.J.

Dans les lignes suivantes sur le thème de la mondialisation, de la foi et de la justice vues de Bolivie, je voudrais mettre en évidence les effets négatifs de la mondialisation économique dans la vie des pauvres. Je voudrais également souligner quelques défis et responsabilités provoqués par le processus complexe de la mondialisation pour les Jésuites et l'Apostolat social.

La Bolivie, pays multiculturel et multiethnique, très riche en ressources naturelles et humaines, présente, en même temps, de grands contrastes géographiques sociaux, économiques et culturels. Ces différences, surtout celle entre riches et pauvres, s'accroissent de plus en plus avec la mondialisation et le néolibéralisme.

En quel sens peut-on dire que le fossé grandit entre les riches, qui jouissent de « tous » les bénéfices de la mondialisation moderne, et les pauvres, qui peuvent à peine survivre avec moins de deux dollars par jour ? C'est dans le sens que la qualité de vie de la grande majorité des Boliviens s'est progressivement détériorée, jusqu'à atteindre des conditions infra-humaines. Leurs besoins humains de base n'ont jamais été satisfaits. Actuellement, notre pays souffre de taux très élevés de chômage (13 %), d'analphabétisme (30 %), de mortalité maternelle-infantile¹ (60 pour mille), de mouvements migratoires, intérieurs et extérieurs, et de la corruption politique généralisée. Ce sont là quelques-uns des problèmes de la situation critique dans laquelle nous vivons, sur le plan social, économique et politique.

Cependant, selon les rapports officiels de l'INE (Institut National de Statistique de Bolivie), la pauvreté en Bolivie, jusqu'au recensement de 2001, a diminué de 27 %. Cela veut dire qu'en 1976, le taux de pauvreté en Bolivie atteignait 85 % ; en 1992 elle est descendue à 70 % ; en 2001 elle est arrivée autour de 60 %.

Quand bien même cela serait vrai, actuellement, 60 % de la population bolivienne continue à être pauvre. De ce pourcentage, plus de 90 % vivent à la campagne, sont des paysans ou des indigènes.

Dans ce contexte, il convient de se demander quelle incidence a le phénomène de la mondialisation, surtout parmi la multitude des masses boliviennes appauvries et affamées ? Eh bien, il creuse de plus en plus la pauvreté, l'exclusion et la marginalisation des Boliviens, parce qu'il maintient un système injuste de distribution des biens et services et des ressources. L'image que nous

pouvons utiliser pour décrire cette relation entre la mondialisation et les pauvres en Bolivie est celle de ce mendiant qui demande l'aumône devant un grand supermarché ou centre commercial, ou celle du pauvre Lazare qui doit se contenter des miettes qui tombent de la table des riches.

Cette situation critique a provoqué, au mois d'octobre, la réaction et le soulèvement des populations simples et pauvres surtout, dans la ville d'El Alto, banlieue de La Paz, en Bolivie. Le résultat de ces mobilisations a été des manifestations et des grèves, l'élection d'un nouveau président qui prétend être plus proche du peuple et vouloir répondre à ses besoins les plus urgents. Cependant, la crise économique, sociale et politique se poursuit. Malgré tout il existe quelques signes d'espérance de jours meilleurs, tels que le projet referendum pour la vente du gaz et d'assemblée constituante en vue de la réforme constitutionnelle.

Revenant à notre thème, demandons-nous quels sont, en définitive, ceux qui profitent réellement de la mondialisation et du néolibéralisme ? Ce sont les puissants, ainsi que les grandes entreprises multinationales commerciales et financières, comme cela est déjà arrivé avec la « capitalisation » (*joint ventures*, groupements d'intérêt économique) ou la « privatisation » des grandes entreprises boliviennes d'Etat telles que l'Entreprise des Télécommunications, celle de l'Energie Electrique ou des Gisements Pétrolières Fiscaux Boliviens, pour ne donner que quelques exemples.

Devant ce panorama, que devons-nous ou que pouvons-nous faire, nous jésuites ? Que doit faire l'Apostolat Social au sein de la Compagnie ? Si nous sommes cohérents et engagés vis-à-vis de l'Evangile, de l'Enseignement Social de l'Eglise et de nos options, nous n'avons pas d'autre solution que celle de nous mettre du côté de ceux qui souffrent le plus : les pauvres, les exilés, les marginalisés et les exclus de notre monde. Nous devons construire, avec eux, un monde plus humain et plus juste. Nous devons construire, avec eux, le Royaume de Dieu, ici et maintenant, comme préfiguration de ce que nous promet notre Seigneur Jésus Christ à la fin des temps.

Même, s'il est vrai qu'aujourd'hui, la force de l'Apostolat social est affaiblie par l'influence des valeurs et des contre-valeurs de la mondialisation des marchés et le néolibéralisme qui "laissent les pauvres sans espérance", je pense que nous sommes invités à une profonde réflexion sur nos actions et nos options apostoliques puisque, comme le dit le Père Général dans le "**Rapport sur l'Etat de Compagnie Universel**" à la dernière Congrégation des Procureurs, qui s'est tenue en septembre à Loyola : « *dans la Compagnie le Secteur Social proprement dit COURT LE DANGER DE DISPARAITRE, si l'on ne fait pas, le plus rapidement possible, un EFFORT SPECIAL* ».

Pour que la mondialisation des marchés ne continue pas

Ces différences, surtout celle entre riches et pauvres, s'accroissent de plus en plus avec la mondialisation et le néolibéralisme

à engendrer la mondialisation de la pauvreté et « laisse les pauvres sans espérance », le Père Général, se référant à « *Novo millenio ineunte* » de Jean Paul II, réclame « **une nouvelle imagination de la charité, grâce à la mondialisation de la solidarité affective et effective avec les pauvres.** » Sans cette condition préalable – commente encore le Père Général – toutes les autres facettes de la mondialisation finiront par nous détruire (*Caritas Internationalis*, 09/07/03).

Pour cela, poursuit le Père Général, « nous **devons essayer sans cesse de retrouver le chemin de la solidarité avec les pauvres qui courent le risque d'être les derniers servis dans le choix de nos priorités apostoliques et de notre style de vie personnelle et communautaire.** Nous devons avoir le courage d'être la voix des sans-voix, au nom de Celui qui est leur ami, et de **renforcer les centres sociaux avec du personnel et des moyens économiques, afin qu'ils puissent intervenir avec compétence et efficacité**. »

Dit d'une autre manière, si nos options apostoliques ne se concrétisent pas par un engagement sérieux en vue des plus pauvres, notre action apostolique et notre vie religieuse deviennent peu crédibles. Augmenter la di-

L'image que nous pouvons utiliser pour décrire cette relation entre la mondialisation et les pauvres en Bolivie est celle du pauvre Lazare qui doit se contenter des miettes qui tombent de la table des riches.

mension sociale dans nos œuvres et dans nos actions apostoliques ne suffit pas ; il est également très important, de nous engager par des actions solidaires « effectives et affectives » en faveur des plus pauvres. Dans ce sens le Père Général nous dit que « *dans l'ensemble des ministères et activités de la Compagnie, il existe une conviction croissante que le service privilégié envers les plus pauvres et les plus nécessiteux (VC 75) fait partie intégrante de la mission du Christ que nous sommes appelés à continuer: vivre avec le Christ, comme pauvres, et embrasser, avec Lui, la cause des pauvres (VC 82). Comme tout institut de vie consacrée, la Compagnie, elle aussi, se sent poussée à servir les pauvres, à imitation du Seigneur, par le don humble et gratuit de nous-mêmes et, en même temps, à agir dans la société humaine et dans ses structures de péché. Dans cette véritable mission il s'agit surtout de veiller sur l'image divine DEFIGUREE dans les visages d'un grand nombre de nos frères et de nos sœurs qui souffrent de la misère et de l'injustice (Cf. VC 75)*⁴. »

En bref, la réalité de la pauvreté ne nous permet pas d'accepter, de prime abord, que la mondialisation présente de grands avantages pour travailler aux côtés des pauvres. Elle a, au contraire, fait empirer la pauvreté, la

marginalisation et l'exclusion. On peut voir comme conséquence de cela, par exemple, les grandes mobilisations du mois d'octobre noir que nous avons vécu tout récemment, qui a vu déposer un gouvernement pleinement néolibéral et pro-mondialisation. Il y a donc là une invitation à réviser nos actions et nos options apostoliques, à la lumière de la réalité de la pauvreté de notre peuple, de l'Évangile, de l'Enseignement Social de l'Église et des orientations de nos dernières Congrégations Générales en ce qui concerne l'engagement pour la défense de la foi et la lutte pour la justice.

¹ Le taux de mortalité infantile est défini comme la probabilité de décès entre la naissance et l'âge d'un an, pour mille naissances. Il est intéressant de noter que le taux est de 7 à Cuba, de 24 au Mexique et de 31 au Brésil. Le taux de mortalité maternelle set le nombre annuel de décès de femmes dues à des causes liées à la grossesse pour 100 000 naissances d'enfants vivants. En Bolivie, le taux de mortalité maternelle est de 550, à Cuba, au Mexique et Brésil, de 24, 65 et 260, respectivement.

² *Noticias y Comentarios*, Novembre s003, p.19).

³ *ibid.* p.20

⁴ *ibid.* p.19

(Traduit par Françoise Pernot)

Fernando Alvarado Castro S.J.
ACLO-Potosí
Casilla 227 Potosí - BOLIVIA
<intisj@yahoo.com>

La planète globale vue des deux côtés de la rivière Frank Brennan S.J.

Lors de la Congrégation des Procureurs à Loyola, la centaine de Jésuites que nous étions ont pu se rencontrer pendant une semaine, venant par avion de toutes les parties du monde. De retour dans les communautés, nous avons pu garder contact par E-mail, profitant des avantages de la globalisation. La facilité moderne de voyager et de communiquer est une bénédiction et une chance pour notre mission. Mais ces bénéfices ne sont pas partagés de façon égale dans notre monde. De nouveaux gouffres entre riches et pauvres se creusent. De nouveaux critères distinguent "ceux qui ont" et "ceux qui n'ont pas".

La Déclaration de Johannesburg sur le Développement Durable affirmait que :

La rapide intégration des marchés, la mobilité du capital et les grandes augmentations des flux d'investissement mondiaux ont ouvert de nouveaux défis et de nouvelles chances pour continuer un développement durable. Mais les bénéfices et les coûts de la globalisation

sont distribués de façon inégale, et les pays en voie de développement se heurtent à bien des difficultés en affrontant ce défi. Ces disparités globales risquent l'enlèvement ; et si nous n'agissons pas de manière à changer fondamentalement leur vies, les pauvres dans le monde pourront perdre confiance dans les organes représentatifs et les systèmes démocratiques auxquels nous sommes liés, ne voyant dans leurs représentants rien d'autre que des 'cuivres qui sonnent ou des cymbales qui retentissent'.

Bonne représentante du monde des ONG, la Société pour un Développement International a affirmé, dans sa Déclaration de La Haye en novembre 2002, que la globalisation « peut à la fois permettre un développement humain et l'aliénation, la perte de pouvoir, l'appauvrissement et la polarisation. » Il y a quelques années, en 1985, j'ai participé à un meeting d'aborigènes vivant au

*de quel côté de la
rivière vous tenez-
vous lorsque vous
posez ces
questions ?*

bord d'une rivière dans le nord de l'Australie. Les aborigènes avaient vécu dans une réserve du gouvernement qui était gérée par une Église, et qui, depuis, a été fermée. Quelques-uns ont déménagé dans une ville proche, habitant des logements mis à disposition par le gouvernement, mais ils n'aimaient pas trop cela et leurs voisins encore moins. Finalement, ils sont devenus des marginaux dans le pays qu'ils considéraient comme leur pays par tradition. Ils étaient à la recherche d'un titre de propriété et d'argent pour les maisons du gouvernement. A la fin de la réunion, un participant montra l'autre côté de la rivière et dit : « Regardez cette maison : c'est la résidence secondaire de M. X. Ils ne viennent pas très souvent, mais quand ils viennent, ils viennent par hélicoptère. Regardez le terrain d'atterrissage sur le toit. Il coûte 3/4 million de dollars. ». C'était à peu près deux fois le montant qu'ils cherchaient pour un logement permanent.

J'ai souvent raconté cette histoire dans des écoles. Je l'ai raconté une fois à une classe de terminale dans l'une de nos écoles jésuites. Le professeur tenta de me rassurer en me disant que nos jeunes posaient les mêmes questions que tout autre jeune poserait dans cette situation. Il pensait que l'école avait réussi à créer un espace de confiance où les étudiants peuvent poser leurs questions. Je me demandais quel aurait été le résultat de tant d'heures consacrées à la justice sociale si les questions étaient les mêmes à la fin de la formation que celles auxquelles on peut s'attendre au début. C'est surtout dans les écoles les plus aisées qu'il y a de nombreuses questions : « pourquoi les Aborigènes ne construisent-ils pas leurs propres maisons s'ils en veulent ? De quoi se plaignent-ils ? Si l'homme blanc n'était pas venu, ils n'auraient même pas eu l'eau courante. Si il n'y avait

pas M. X qui paie ses impôts, il n'y aurait pas d'argent pour payer les besoins de ces gens. » Après de nombreuses années, j'ai renoncé à essayer de répondre ou de réfuter ces questions. En réponse, je posais une question : de quel côté de la rivière vous tenez-vous lorsque vous posez ces questions ?

Il n'y a jamais de doute sur quel côté de la rivière les gens se tiennent. Pouvez-vous concevoir qu'autant de questions soient posées de l'autre côté de la rivière ? Elles aussi sont sans réponse. Elles aussi peuvent bien vous déstabiliser et vous montrer votre impuissance et votre désarroi. Là où l'on se tient dépend de là où l'on s'enracine. Les Jésuites, dans un monde globalisé, doivent pouvoir se tenir des deux côtés de la rivière. Nous devons aussi aider la construction du pont qui permette de se déplacer d'un côté de la rivière à l'autre. En se déplaçant des deux côtés de la rivière, l'acteur moral est capable de comprendre l'interdépendance entre les deux côtés de la rivière et dès lors se faire solidaire de ceux qui sont marginalisés, désavantagés ou dépossédés dans des conflits politiques ou des injustices sociales. Le « pont » fonctionne très bien comme analogie pour de nombreux conflits sociaux lorsque on a les oreilles rebattues par la « mondialisation ». C'est simplement une application de l'invitation que Jésus fait aux premiers disciples, en S. Jean : « Venez et voyez ». Lorsque le Jésuite américain pacifiste Daniel Berrigan se désespérait de voir certains Jésuites de l'Amérique latine s'identifier au combat armé et à la révolution, il comprit qu'il n'y avait pas d'autre choix pour répondre que cette invitation « Venez et voyez ».

Lors de la récente Congrégation des Procureurs, l'image de la rivière se révéla utile quand nous nous débattions avec le contenu intellectuel et le défi pratique de la mondialisation. Dans la discussion qui suivit, quelques additions splendides ont été faites à l'image de la rivière. Ceux qui ont fort à cœur les questions écologiques firent remarquer que la rivière est empoisonnée tout le temps, quel que soit le côté de la rivière du quel on se tienne, et que ce dommage écologique est un désastre pour tout le monde, quelque soit le côté de la rivière sur lequel on se trouve. Pour d'autres, dans le village global, la masse d'eau ressemble maintenant d'avantage à un lac qu'à une rivière. Nous en faisons le tour pour trouver différents points de vue sur l'eau et sur le rivage.

Dans un monde globalisé, les vieilles frontières disparaissent ou sont affaiblies, et pendant ce temps d'autres frontières sont érigées ou renforcées. Ceux qui ont la richesse et le passeport nécessaires pour profiter des avantages voyagent dans un monde toujours plus sans frontière. Faisant part d'un Ordre international, nous, Jésuites, pouvons tirer parti des avantages. Mais nous devons aussi garder un œil attentif – un œil qui discerne – sur les préjudices possibles, spécialement pour ceux qui ne jouissent pas de notre mobilité ou ne partagent pas

notre spiritualité et notre engagement à faciliter le dialogue transnational et à rendre moins menaçant pour l'identité. Mais la suppression des frontières peut aussi orienter les flux des bénéfices dans un seul sens, noyant le partenaire plus faible. Par exemple, dans mon pays,

Les Jésuites, dans un monde globalisé, doivent pouvoir se tenir des deux côtés de la rivière

l'Australie, l'industrie cinématographique est fortement pré-occupée pour le moment. Elle craint qu'un accord de libre-échange avec les États-Unis puisse tuer l'industrie locale, finalement en minant la force de la culture et de l'art local, soumettant tous les Australiens à un régime culturel de style

« McDonald's ».

En même temps, de nouvelles frontières sont érigées là où il n'en existait pas avant. Les gouvernements des pays du Premier Monde rivalisent entre eux pour établir des tests toujours plus restrictifs pour l'admission des demandeurs d'asile. Les détentions systématiques des demandeurs d'asile qui n'ont pas de visa et les poursuites en haute mer suivie, des rapatriements sans examen de la demande d'asile deviennent des pratiques plus acceptables. La sécurité des frontières dans le monde de l'après-11 septembre a le plus de répercussions sur la les demandeurs d'asile les voyageurs de bonne foi provenant des points chauds de la planète qui seront plus promptement exclus. La mondialisation produit de nouvelles divisions entre riches et pauvres, y compris ceux qui sont « riches » et « pauvres » en information.

Depuis la chute du mur de Berlin, nous ne vivons plus dans un monde bi-polaire. Dans le passé, nous acceptions des réfugiés qui venaient du même côté de ce conflit que le nôtre. Par exemple, l'Australie était généreuse avec les réfugiés vietnamiens parce que nous combattons du même côté que ceux qui fuyaient. Mais, dans le nouveau monde, les réfugiés ne furent pas des conflits soutenus par les superpuissances des deux pôles. Ils fuient des conflits inter-ethniques dans des états défailants. Nous n'avons pas de raison de les traiter autrement que des étrangers n'ayant de demande spécifique à notre égard.

Dans un monde bi-polaire, nous pouvions définir chacun comme « nous » ou « eux ». Dans ce monde nouveau, certain veulent établir une séparation entre les Américains et « le reste », c'est-à-dire nous. Une telle catégorisation nous fait tous mal. Notre monde globalisé est de plus en plus un monde dominé par une superpuissance se faisant l'avocat de la démocratie et du capitalisme de libre entreprise pour tous.

Les Jésuites du Premier Monde deviendront probablement les vainqueurs naturels et faciles de cette mondialisation croissante. Les Jésuites du Tiers-Monde s'habitueront probablement plus à l'envers du décor, prenant d'abord la mesure de l'exploitation et de la mort culturelle menacée que représentent l'agriculture industrielle d'argent, la junk food et des médias devenus culturellement inodores, incolores et sans saveur.

A la Congrégation des procureurs, nous avons réfléchi sur la nécessité d'étudier les côtés lumineux et obscurs de la mondialisation à la lumière des valeurs évangéliques. Nous avons besoin de mettre en place une solidarité effective et affective.

Dans le passé, nous avons adopté une vue unilatérale. Nous, Jésuites, avons une place de choix pour être des deux côtés de la rivière, localement et internationalement. Nous avons une situation exceptionnelle qui nous permet de prendre position et de nous exprimer. Nous sommes au meilleur de nous-mêmes quand nous sommes crédibles aussi bien pour ceux qui possèdent les hélicoptères aussi bien que ceux qui n'en ont pas. Nous avons besoin de distinguer la mondialisation et dimension idéologique associée à la renaissance du libéralisme, reconnaissant que de nombreux problèmes du monde sont antérieurs à la mondialisation.

Groum Tesfaye, le procureur de l'Éthiopie, notait : « Vous pouvez retirer le garçon du village, mais vous ne pouvez pas retirer le village du garçon.

Les Jésuites du Premier Monde deviendront probablement les vainqueurs naturels et faciles de cette mondialisation croissante.

Les Jésuites du Tiers-Monde s'habitueront probablement plus à l'envers du décor

Nous pouvons maintenant garder le garçon dans le village en lui offrant une meilleure éducation in situ. La mondialisation est pour le moment en train de dégrader la vie locale du village, mais elle pourrait l'améliorer. Ce prédateur sans face affecte notre ministère. Avec une collaboration inter-provinciale, nous pourrions faire beaucoup pour l'apprentissage à distance, pour apporter l'éducation dans le village directement. » Que les eaux qui nous entourent soient un étang ou une rivière, nous, Jésuites, devons être mobiles et enracinés, étudiant l'eau et la terre sous tous

les angles, avant de mettre en place une solidarité effective et affective avec ceux qui sont pris dans la boue de leur situation ou à qui on refuse l'accès au pont des autres possibilités.

(Traduit par da Jean-Louis Van Wymeersch SJ)

Frank Brennan S.J.
St. Canice's Presbytery
28 Roslyn Street
Elizabeth Bay, NSW 2011 – AUSTRALIA
<Frank.brennan@uniya.org>

Foi, Justice et Apostolat Social

Perspectives de la Congrégation des Procureurs

Ildefonso Camacho Laraña S.J.

I. Sur une possible diminution ou crise de l'apostolat social

1. Il y a une certaine prise de conscience de ce que l'apostolat social est en train de perdre de sa vigueur et de diminuer dans la Compagnie, prise de conscience confirmée par l'exposé du P. Général « *de statu Societatis* ».

2. La Congrégation s'est interrogée sur les causes possibles de cette baisse et en a noté quelques-unes (moins de ressources humaines et matérielles disponibles dans la Compagnie, insistance plus grande mise sur l'évangélisation face à la sécularisation croissante, hommes qui se sont usés dans l'apostolat social, insistance sur la dimension sociale aux dépens de l'activité sociale proprement dite, manque de leadership, manque de visibilité du secteur, problèmes de financement, etc.).

3. Cette baisse peut être interprétée comme une diminution des activités ou des ressources humaines et institutionnelles consacrées à ce secteur, mais aussi (et cela serait plus préoccupant) comme un affaiblissement de l'option préférentielle pour les pauvres.

4. Certains suggèrent que soit faite une étude au niveau de toute la Compagnie afin de déterminer si cette baisse de l'apostolat social s'est vraiment produite, quelle en est l'ampleur générale en général et, dans les divers continents et les diverses régions, quelles en sont les causes et les conséquences.

II. De la crise de l'apostolat social à l'ouverture de nouvelles perspectives

5. Cette perception d'une baisse de l'apostolat social devrait être complétée en reconnaissant qu'il y a eu aussi une certaine manière de le reformuler, ainsi qu'une ouverture à de nouvelles perspectives et manières de voir, qui ont été très enrichissantes. Ces nouvelles voies ainsi prises doivent être analysées, évaluées et, lorsque c'est possible, encouragées.

6. Avant tout, reconnaissons que nous avons progressés dans une meilleure intelligence de ce qu'est la justice : d'une vision plus idéologique on est passé à une vision plus évangélique ; on a aussi fait des progrès pour arriver à dépasser certaines polarisations qui en ont bloqué beaucoup dans le passé.

7. La promotion de la justice s'est ouverte à de nouveaux domaines ; elle s'est faite davantage « plurielle » et doit s'engager dans l'identification de nouveaux groupes en faveur desquels on doit travailler.

8. Pour redéfinir l'apostolat social, il est indispensable de bien comprendre que celui-ci doit reposer sur l'articulation de trois choses : la réflexion (centres universitaires et centres d'études), l'action (institutions pour la promotion sociale ou les activités pastorales) et l'insertion (contact direct avec la réalité, y compris par le partage des conditions de vie).

9. On note aussi la nécessité d'une plus grande visibilité du secteur social. Cette visibilité a bien souvent manqué dans le passé parce que le secteur a surtout été alimenté par des vocations individuelles et des initiatives particulières ; on a manqué d'une véritable planification provinciale. Aussi demande-t-on qu'il y ait un coordinateur de l'apostolat social dans chaque Province et/ou dans chaque Assistance.

10. Le secteur social doit entrer dans des relations plus étroites avec d'autres secteurs ou activités : avec le secteur de l'éducation (il y a là des initiatives très valables dans l'attention aux marginaux), avec le secteur intellectuel (afin de fournir à l'activité sociale une analyse rigoureuse des problèmes et initiatives auxquels il est confronté) et avec les centres de théologie (pour une meilleure compréhension théologique de l'action sociale, de la promotion de la justice et de son rapport avec la foi et de l'option préférentielle pour les pauvres).

11. Ceci nous invite à traiter avec précaution la distinction entre dimension sociale et secteur social. Il est important de la maintenir, mais en sachant qu'il est des situations où s'attacher à tout prix à cette distinction peut faire obstacle à des occasions d'agir (par exemple, la question des immigrants peut être traitée par bien des institutions qui n'appartiennent pas au secteur). En tout cas, il ne suffit pas d'assurer la dimension sociale de toutes nos activités (comme le demande la 32^{ème} Congrégation Générale) : s'il n'existe pas un secteur social vivant, il est à craindre que la dimension sociale finisse par disparaître.

12. L'accent mis dans la Compagnie sur le binôme « foi-justice » pourrait aider à résoudre la crise de la religion dans notre monde, laquelle est souvent prise entre les extrêmes du fondamentalisme et d'une spiritualité désincarnée. Une foi qui inspire une lutte pour la justice, au sens où la Compagnie la conçoit, ne peut-elle pas donner une autre image de la religion dans le monde d'aujourd'hui ?

13. Certains ont aussi suggéré que, face à la crise de l'Etat et de la politique, on travaille dans le cadre de l'apostolat social à revaloriser l'engagement politique et les contacts avec les acteurs économiques, et que des initiatives soient prises pour la formation à l'activité politique et à l'engagement citoyen.

En reconnaissant qu'il y a eu aussi une certaine manière de le reformuler, ainsi qu'une ouverture à de nouvelles perspectives et manières de voir, qui ont été très

III. Les centres sociaux

14. On reconnaît qu'ils ont été très utiles pour l'apostolat social. Aussi convient-il de continuer à les soutenir. Mais il convient aussi qu'ils soient l'objet d'une évaluation afin de voir s'ils remplissent encore leur fonction, en tenant compte du fait qu'aujourd'hui c'est l'université qui est le lieu par excellence où s'élabore la réflexion. Aussi propose-t-on une plus grande intégration entre centres sociaux et centres universitaires.

15. Il serait bon aussi d'évaluer s'il convient de les ouvrir à d'autres réalités auxquelles ils n'ont pas été attentifs dans le passé ; on a spécialement fait mention de la dimension culturelle.

IV. Communautés d'insertion

16. On souligne la nécessité de promouvoir celles-ci, surtout de la part du gouvernement provincial. On constate qu'elles sont souvent nées d'initiatives individuelles et même charismatiques ; mais on reconnaît en même temps qu'elles sont un élément indispensable pour la vitalité de l'apostolat social (qu'il s'agisse du secteur social ou de la dimension sociale). Aussi a-t-on demandé que les Provinciaux se chargent de veiller sur elles et de les évaluer, de les promouvoir et d'assurer les relations de celles-ci avec les autres œuvres et communautés de la Province.

*Ceci nous invite à
traiter avec
précaution la
distinction entre
dimension sociale et
secteur social*

V. Apostolat social, jeunes jésuites et formation

17. On remarque que, d'une manière générale, les jeunes jésuites sont moins attirés par l'apostolat social, avec cependant des exceptions. On remarque aussi que la possibilité de vivre l'option préférentielle pour les pauvres constitue dans bien des pays l'un des attraits majeurs des vocations ; néanmoins, il n'est pas rare que cette motivation perde de sa force au long de la formation.

18. Il est demandé qu'on étudie de quelle manière l'apostolat social pourrait avoir une plus grande présence dans la formation spirituelle et les expériences du temps de la formation, sans exclure que les scolastiques soient destinés à vivre dans des communautés d'insertion et/ou à étudier les sciences sociales et à se préparer ainsi à travailler dans le secteur social.

VI. Gouvernement central et apostolat social

19. Nous avons trouvé très positives les informations concernant l'apostolat social que le P. Fernando Franco

avait préparées pour la Congrégation des Procureurs ainsi que les suggestions faites au terme de ce rapport.

20. En même temps, nous avons évalué le processus qui a abouti à la rencontre de Naples ; et nous nous sommes demandés comment tirer profit des « caractéristiques », livre qui semble tombé dans l'oubli. Il est demandé d'étudier comment le reprendre et tirer un meilleur profit de tout ce qu'il avait de positif.

21. Dans ce sens, quelqu'un a demandé que la Compagnie élabore un « *Ratio educationis socialis* » rassemblant toute notre expérience des dernières décennies en usant d'une méthode inductive, dans le genre de ce que fut jadis le « *Ratio studiorum* ».

(Traduit par P. Antoine Lauras S.J.)

Ildefonso Camacho Laraña S.J.
Facultad Teología, Apartado 2002
18080 Granada - SPAIN
<icamacho@moebius.es>

Mondialisation : ouvertures ou écrasements? Jean-Yves Grenet S.J.

Nés au 16^e siècle, en une époque marquée par de nombreuses conquêtes et découvertes qui ouvraient les frontières du monde, et sous l'inspiration d'hommes qui n'ont eu de cesse de promouvoir – entre autre! – les envois à travers le monde et les échanges d'information, il nous serait bien difficile de nous désintéresser de la mondialisation!

Des nombreuses facettes de ce phénomène, je n'en retiens ici que quelques-unes, appuyées sur la première image qui me vienne à l'esprit: la contraction de « l'espace-temps ».

Nous sommes vite transplantés dans d'autres univers : physiquement (par les voyages – pour ceux qui en ont les moyens ou les prennent sur les conditions de leur survie, pour ceux qui ont à remplir des objectifs économiques ou vivre des missions humanitaires etc.) ou en imagination (par les écrans de nos télévisions ou de nos ordinateurs...).

Et en même temps, les occasions de retrouver « le même », ailleurs, sont nombreuses : produits de consommation courante, chaînes d'hôtel ou de grands magasins, répétition des informations sur les mêmes types d'événements un peu partout dans le monde, objectifs économiques identiques à poursuivre en divers endroits...

Ainsi le lointain – parfois si proche ! – peut être lieu de l'étonnement, de la découverte, de la rencontre... mais il peut être aussi lieu du calcul, de la recherche d'un profit à moindre coût, de la réalisation d'objectifs individuels.

De même les événements perçus ici et là-bas peuvent être lieu d'une invitation à la contemplation, au travail de l'intelligence, à l'action, à l'engagement politique... mais ils peuvent être aussi occasion de récupération idéologique ou source d'épuisante incompréhension, de désenchantement, de démission.

Où en sommes-nous des communautés de solidarité ?

Alors comment choisir ou inviter à choisir la vie en tout cela ?

Peut-être en favorisant toujours plus le goût de la rencontre de l'autre, entre proches comme entre « éloignés ». En cherchant à donner davantage sa place à et à rendre compte de Celui qui vient au

monde de manière toujours surprenants parce qu'Il fait toute chose nouvelle.

Peut-être en favorisant des traductions concrètes et institutionnelles de cette visée qui peut sembler bien générale :

- chercher à faire se rencontrer les mondes différents que nous fréquentons les uns et les autres dans la Compagnie (ce qui suppose d'abord d'entretenir cette diversité de fréquentations !) à un niveau local comme international
- être présents et agissants là où des hommes et des femmes se réunissent pour chercher à définir ou promouvoir de nouvelles manières de vivre ensemble dans notre monde. Quelle est notre présence effective – consciente certes des ambiguïtés – aux divers étages (locaux, nationaux, régionaux, internationaux) des forums pour une autre mondialisation ? ou pour promouvoir l'engagement politique?
- être à l'œuvre là où des hommes et des femmes se regroupent pour dire leurs souffrances et veiller prioritairement aux lieux où ils n'arrivent pas à prendre les moyens ou la parole pour cela (où en sommes-nous des communautés de solidarité ?)
- inventer et promouvoir un type de média qui mette en évidence les multiples initiatives (très locales aussi bien qu'internationales) en faveur de la paix et de la justice où il nous semble bien que « c'est le Christ ressuscité qui est continuellement à l'œuvre dans toutes les dimensions du développement du monde » (34° CG, décret 4, n° 16)

Jean-Yves Grenet S.J.
128 rue Blomet
75015 PARIS - FRANCE
<jean-yves.grenet@jesuites.com>

Réflexion sur l'Apostolat Social Eugène Goussikindecy, S.J.

La réflexion qui suit m'engage beaucoup plus qu'elle ne reflète la visée de la Province que j'ai représenté à la Congrégation des Procureurs. Paradoxalement, la perspective que je prends a été affectée aussi bien par mon expérience à la Congrégation que par celle de mon itinéraire dans ma Province (AOC). Au nombre des thèmes discutés à la Congrégation des Procureurs, la "foi qui fait justice" et la "mondialisation" sont, nul doute, ceux qui se rapportent davantage à l'Apostolat Social.

Le fait de les avoir traité séparément est en soi significatif. Il indiquait certainement une inquiétude : celle d'une éclipse progressive de la "foi qui fait justice" par le thème dominant de la "mondialisation", reléguant ainsi à l'arrière plan une priorité pourtant constitutive de tout engagement de la Compagnie. Pour être plus positif, le fait de distinguer la "foi qui fait justice" de la "mondialisation" indiquait peut-être davantage une expression du souci de maintenir cette option pour les pauvres et d'aller de l'avant dans l'engagement pour la justice.

Manifestement, ceci trahit une tension discrète au sein de la Compagnie à s'entendre sur l'orientation générale qu'il faudrait donner à "lutte pour la justice" aujourd'hui. Les transformations rapides qui affectent le monde actuel ne sont plus seulement économiques, elles touchent les valeurs fondamentales par lesquelles les sociétés étaient façonnées aussi bien au "Nord" qu'au "Sud", à l'"Ouest" qu'à l'"Est". Partout, le corps social subit le poids de la dislocation des valeurs communautaires au profit d'une vision individualiste marquée par des intérêts hédonistes sous le couvert d'un pluralisme légitime. Paradoxalement, on assiste simultanément aussi à la résurgence d'une poussée identitaire nationale, ethnique, raciale et religieuse souvent agressive, intolérante ou violente. De fait, les transformations sociales en cours ont complexifié les relations humaines au sein d'une même société, parfois au sein d'une même famille.

On le ressent plus vivement en Afrique. Pour les jeunes États qui naissent de la fin du régime colonial, le "soleil des indépendances" augurait une nouvelle reprise d'initiative et de responsabilité. La recomposition de la matrice sociale fissurée par la "traite des esclaves" et déstructurée par la colonisation était partout la priorité: sous l'étendard des "partis uniques", on parlait facilement de l'unité nationale et de la réhabilitation des cultures africaines. Le consensus politique idéologique fut de

On peut dire que la conscience sociale de la jeune génération des jésuites africains est grande

courte durée car la crise économique des années 70 a révélé une précarité du tissu social qui malheureusement n'a cessé de se dégrader. La première fois qu'une Congrégation Générale s'est penchée sur l'Afrique, elle a décrit la situation en termes apocalyptiques en parlant d'un "océan de malheurs" (CG 34, [61]).

En écho, on peut dire sans se tromper que la conscience sociale de la jeune génération des jésuites africains est grande. On peut en juger par le nombre croissant de ceux qui demandent à faire des études en sciences sociales. Au cours de la formation, les insertions dans les milieux défavorisés se développent grâce à une évolution sensible des mentalités.

Il faut reconnaître qu'il y a quelques années, les jeunes africains percevaient une interprétation idéologique par leurs aînés venant d'Europe de l'engagement auprès des pauvres. Au fond, la mésestimation portait moins sur l'option pour les pauvres que l'option d'une vie pauvre que semblaient trahir nos styles de vie et nos désirs de formation. Aujourd'hui, il n'y a pas de doute que la perspective d'un engagement résolu avec les pauvres est moins un désir d'héroïsme qu'un désir de faire corps ou cause avec eux en vue d'une existence meilleure.

À mon avis, notre insertion auprès des pauvres en Afrique ne doit pas être une complaisance avec une situation humainement dégradante. C'est un combat au côté des pauvres, avec eux, pour que l'image de Dieu s'illumine sur des visages où il a été longtemps obscurci.

L'option pour une "foi qui fait justice" à travers l'Apostolat Social comme secteur spécialisé a encore un avenir sur le continent africain. Notre insertion auprès des pauvres devra aller au-delà de la dénonciation des structures injustes, même si cette dénonciation est orchestrée à travers un réseau d'organisations non gouvernementales. Notre contribution doit s'étendre à la transformation concrète de la condition des pauvres par la mise en valeur de leurs talents et leurs ressources. Si les choix sont bien faits, nous n'entrerons pas nécessairement en compétition avec la multitude des ONG et, surtout, nous ne supplanterons pas l'État dans ses devoirs. Il est bien probable que par ce biais, nous contribuerons à transformer la sphère sociale que le courant actuel de la mondialisation tend à structurer en une jungle de bénéfices et d'intérêts où domine le plus fort économiquement et le plus puissant militairement sous le regard complice des « médias ». À mon avis, nous ne sommes pas confrontés à deux mondes séparés qu'il faut travailler à rapprocher, mais à un monde unique qui, ou bien a perdu ses valeurs communes, ou bien est à la recherche de valeurs communes. Une action à l'endroit des pauvres comme choix préférentiel ne se conçoit pas néces-

sairement en opposition antagoniste aux riches mais pro- met délibérément et vigoureusement les conditions d'émergence et de libération des pauvres. Elle exhibe consciemment une compréhension de l'homme où la dignité de chacun et de tous est une valeur sacrée, c'est-à-dire qui mérite qu'on s'y consacre.

Il nous faut redécouvrir ce que veut signifier l'idée que l'homme est à l'image de Dieu (cf. Gn 1, 26-27). L'Apostolat Social pourrait s'enraciner davantage dans cette vision théologique que suggère le livre de la Genèse et qui a été reprise et développée par les Pères de l'Église (cf. S. Irénée). Dans le contexte de la mondialisation, elle indique l'origine commune de tous et peut donc suggérer les tâches qu'exige cette appartenance commune.

Si l'on y greffe une interprétation de Vatican II sur la Révélation Divine (Dei Verbum) qui affirme que le « mystère de la volonté » de Dieu, c'est que tous soient rendus « participants de la nature divine » (DV, 2), alors nous n'avons pas seulement une origine commune et mais aussi une fin commune en Dieu. En vertu de cette double appartenance (origine commune et destinée commune), il importe aux riches aussi bien qu'aux pauvres de s'appréhender comme des personnes embarquées dans une même aventure historique.

Il revient désormais à l'Apostolat Social de mettre l'accent sur tout ce qui favorise la capacité de reprise d'initiative humaine : des pauvres en vue de leur propre prise en charge et des riches en vue de l'exercice d'une vraie solidarité dans la sollicitude.

Une ecclésiologie de communion renforcée par une christologie qui privilégie la réconciliation (cf. 2 Co 5, 17 - 20 ; Rm 5, 6 - 11) sous l'égide de l'Esprit serait d'une grande utilité pour l'Apostolat Social en ces temps de mutations sociales profondes. Si le secteur social veut participer activement à façonner la destinée des peuples africains, l'Apostolat Social sur le continent devra changer sa stratégie ou, plutôt, la redéfinir sur ces fondements.

En définitive, il s'agira de redonner un visage humain à nos relations que défigurent la course effrénée au gain, la préservation à tout prix des intérêts particuliers et à l'accumulation indéfinie de biens au détriment de l'autre.

Eugène Goussikinkey S.J.
Hekima College—P.O. Box 21215
Nairobi - KENYA
<egoussik@hekima.ac.ke>

Quelques Commentaires

Joseph Joblin S.J.

Le rapport du Père Franco à la congrégation des procureurs ainsi que les conclusions qui en ont été tirées par le groupe de travail de langue espagnole (P. Ildefonso Camacho) sont d'une très grande franchise et permettent de mieux comprendre quelles difficultés doivent être surmontées pour maintenir et développer l'action sociale dans la Compagnie. Vous voudrez bien trouver ici quelques uns des commentaires que cette lecture m'a suggérés.

Au centre de la réflexion du Père Franco et de la commission de langue espagnole se trouve une double constatation : d'une part, la crainte d'un désintéressement croissant pour l'étude approfondie des problèmes de société, qu'il s'agisse de ceux posés par la globalisation, les progrès de la science ou les transformations qui affectent les relations internationales ; d'autre part, la tendance de jeunes scolastiques ou pères de limiter le service des plus défavorisés à une action d'assistance. Un lien existe peut-être entre ces deux constatations. N'est-ce pas parce que les jeunes ne voient plus la portée

Celui qui s'engage dans l'action sociale doit donc se demander constamment quelles actions de justice exige de lui l'idéal de charité qui est le sien

apostolique d'un travail scientifique, que ce soit dans les sciences humaines ou en théologie, qu'ils valorisent au maximum les entreprises d'assistance ? Mais ces dernières ne risquent-elles pas d'apparaître progressivement à beaucoup comme des activités purement humaines, d'autant qu'il y travaillent souvent sous l'ordre de laïcs

et que des organisations humanitaires dotées souvent de grands moyens se livrent aux mêmes activités avec un dévouement semblable au leur ? De là, la crise d'identité que connaissent quelques jeunes jésuites, voire leur découragement, car ils ne perçoivent plus la nécessité d'accepter les contraintes d'un engagement religieux pour se consacrer simplement à un service social.

Les remarques précédentes ne doivent pas conduire à dévaloriser les activités d'assistance; celles-ci appartiennent à l'histoire de l'Eglise et à celle de la Compagnie, que ce soit à titre occasionnel comme peut l'être l'accueil de réfugiés, ou à titre permanent comme le sont encore aujourd'hui certaines oeuvres éducatives du type *Fe y Alegria*.

Le moindre intérêt porté à la recherche en sciences sociales par les jeunes jésuites ne vient-il pas de l'effacement dans leur esprit de la raison apostolique de s'y livrer? Convaincus de devoir obéir à une obligation géné-

rale de solidarité ils perçoivent difficilement la nécessité de la relier à une vision chrétienne de l'existence qui fait une priorité du développement de la dimension sociale et religieuse de chaque homme et de tout homme.

Ne convient-il pas de se demander, au terme de ces réflexions, si les motivations données aux jeunes jésuites pour assumer leur responsabilité au plan social répondent pleinement aux exigences de la situation présente? Le discours de la Compagnie en la matière continue à s'appuyer sur la relation foi/justice telle que définie par la CG 34; mais celle-ci a été définie en fonction des conditions précises de cette époque. Si celle-ci a eu le mérite de rappeler que l'action pour la justice découle nécessairement d'une foi sincère, elle ne répond pas au besoin actuel de préciser quel doit être le contenu de la justice face aux divers programmes politiques ; or ceci doit être demandé à la charité qui est imitation du Christ dans sa mission de réconciliation universelle. Celui qui s'engage dans l'action sociale doit donc se demander constamment quelles actions de justice exige de lui l'idéal de charité qui est le sien ; il se situe alors dans la perspective d'un monde en devenir dont il connaît déjà quelques traits.

Fr. Joseph Joblin S.J.
Univ. Gregoriana
Pzza della Pilotta, 4
00187 Roma - Italy
<joblin@unigre.it>

Le défi de la mondialisation

Franc Kejžar S.J.

On m'a demandé d'écrire un article sur un sujet que je ne connais pas encore bien – la mondialisation. J'écrirai donc dans l'incertitude de ma propre connaissance ainsi que dans l'incertitude que ce processus mondial engendre en nous.

Je ne traiterai pas de la notion même de mondialisation, mais je voudrais plutôt tout d'abord énumérer certains effets qu'elle entraîne. Je me réfère à notre situation en Slovénie (c'est un peu la situation, je crois, de toute l'Europe de l'Est) : la chute du communisme, la liberté politique et la démocratisation, l'ouverture au monde (surtout au monde occidental), la libéralisation du marché, l'irruption du capitalisme (par certains aspects, sauvage) et du consumérisme, la diminution de la force cohésive de la tradition (religieuse) et de l'influence morale de l'Église, ainsi que le changement des « convictions » (en effet, les anciennes « convictions » n'étaient pas vraies) et des valeurs. A la veille de l'entrée en Europe de notre pays, nous nous posons une grande question pour l'avenir : est-ce que notre identité nationale sera conservée ?

D'une certaine manière la mondialisation évoque l'universalisme chrétien, c'est-à-dire, le monde est un tout, nous sommes tous de la même race humaine, il y a un seul Dieu Créateur et Sauveur pour tout le monde, l'amour de Dieu est répandu sur toute l'humanité. La technologie moderne n'est qu'un moyen très efficace de réaliser petit à petit l'unification de cet espace qu'est notre terre et ses habitants.

Avec ces moyens technologiques modernes, les problèmes de l'humanité tout entière seront aussi plus à même d'être résolus. Pourtant, le problème actuel est que la mondialisation non existe que dans notre esprit. Elle est dans les mains des puissants et des riches qui ont les moyens technologiques

La mondialisation est dans les mains des puissants et des riches qui ont les moyens technologiques d'élargir leur propre vision des choses et leurs intérêts propres

d'élargir leur propre vision des choses et leurs intérêts propres. Le capitalisme égoïste et le consumérisme menacent notamment les valeurs, la justice et la dignité humaine. Est-ce que nous ne sommes pas un peu dans la situation que décrit l'un des personnages dans le roman "Les frères Karamazov de Dostoïevski : « Le monde a proclamé la liberté, ces dernières années surtout; mais que représente cette liberté ! Rien que l'esclavage et le suicide ! Car le monde dit : 'Tu as des besoins, assouvies-les, tu possèdes les mêmes droits que les grands, et les riches ; ne crains pas donc de les assouvir, accrois-les même.' Voilà ce qu'on enseigne maintenant. Telle est leur conception de la liberté. Et que résulte-t-il de ce droit à accroître les besoins ? Chez les riches, la solitude et le suicide spirituel; chez les pauvres, l'envie et le meurtre, car on a conféré des droits, mais on n'a pas encore indiqué les moyens d'assouvir les besoins. On assure que le monde, en abrégant les distances, en transmettant la pensée par les airs, s'unira toujours davantage, que la fraternité régnera. Hélas ! Ne croyez pas à cette union des hommes. Concevant la liberté comme l'accroissement des besoins et leur satisfaction immédiate, ils altèrent leur nature, car ils font naître en eux une foule de désirs insensés, d'habitudes et d'imagination absurdes. Ils ne vivent que pour s'envier mutuellement, pour la sensualité et l'ostentation. » (Les frères Karamazov, Livre VI, Du religieux russe et de son rôle possible)

Que peut faire la Compagnie de Jésus ? Tout d'abord la Compagnie est déjà un corps « mondialisé », présent dans le monde entier, annonçant l'Évangile un peu partout. La communication de l'information au sein même de la Compagnie est et sera toujours plus importante et nécessaire.

La Compagnie représente et devrait représenter encore plus "la mondialisation" des valeurs de l'universalisme

chrétien et des droits de l'homme. Pour les questions de la justice ou de l'injustice la Compagnie peut et doit avoir un rôle prophétique en disant la vérité, en travaillant pour la foi et la justice, en aidant les gens (les pauvres, les marginalisés, les minorités, les indigènes) dans les situations difficiles.

Franc Kejžar S.J.
Magdalenski trg 3
2000 Maribor – SLOVENIA
<sj.skupnost.mb@rkc.si>

Mondialisation – Foi & Justice Albert Longchamp S.J.

L'image que le processus de mondialisation évoque en moi ? En un mot : Bilbao ! En un lieu : le Musée Guggenheim. Explication : l'architecte de ce lieu vient des Etats-Unis. Le propriétaire du Musée est américain. Les visiteurs viennent du monde entier. On fait désormais arrêter les paquebots dans le secteur, parce que *tout le monde* veut voir cet édifice. Mais il y a vingt ans, Bilbao était une ville pauvre, perdue, ignorée. La mondialisation *peut* être source de développement. Reste à savoir *qui en tire profit* ? Le problème est éthique et politique. Le Pays basque dans son ensemble est un exemple de *développement économique* au sein d'une *crise identitaire profonde* (le problème du terrorisme régional est réellement posé).

Les jésuites sont fascinés par la nouveauté, ils sont amis de la modernité, mais ils doivent être les défenseurs de la fraternité et de la solidarité avec les plus pauvres

L'effet *néгатif* le plus sérieux de la mondialisation qui affecte notre mission apostolique de jésuites est la fracture numérique qui se révèle notamment autour du "Sommet mondial sur la société de l'information" (Genève – où je vis – 10-12 décembre 2003). Nous accédons à des instruments culturels, relationnels et spirituels fantastiques, y compris pour l'évangélisation. Les *démunis* en sont exclus. Un fossé se creuse. Les jésuites sont fascinés par la nouveauté, ils sont amis de la modernité, mais ils doivent être les défenseurs de la fraternité et de la solidarité avec les plus pauvres. Notre mission est de les faire accéder à la culture *mondialisée* sans perdre la *richesse* de leur identité propre (linguistique, culturelle, religieuse et politique). Un chantier immense s'ouvre devant nous.

Notre stratégie ? Miser beaucoup sur le réseau éducatif. Sensibiliser nos élèves et étudiants. Notre engagement

dans les médias et les professions de la communication devrait être renforcé. Avec un regard continu sur les risques d'exclusion de certaines catégories sociales.

Des choix à faire, des idées à lancer. Ne pourrait-on pas rassembler un " Sommet mondial des jésuites engagés dans la société de l'information, de la communication et des médias " ? Et les faire travailler *avec* les jésuites engagés *directement* dans la promotion du développement et de la justice? De manière générale, la sensibilisation globale de la Compagnie de Jésus à la mondialisation de la société semble encore faible. Peut-être par crainte de partir à la découverte une *terra incognita*. Mais nos Pères n'avaient pas peur de l'inconnu ! Ils allaient à sa rencontre. Essayons de les suivre.

Albert Longchamp S.J.
18, rue Jacques Dalphin
1227 Carouge-Genève - SWITZERLAND
<alongchamp@choisir.ch>

Un monde à former Jesús Orbegozo¹ S.J.

Un monde à former » tel est le slogan qui va orienter le travail de *Fe y Alegría* (Foi et Allégresse - FyA) durant l'année 2004. Et c'est le sentiment qui me vient à l'esprit quand je me mets à réfléchir sur le thème de la mondialisation.

Il est vrai que le simple mot « mondialisation » engendre, dans des bien des milieux ayant un certain sens de conscience sociale, de forts sentiments de rejet et de condamnation. Il existe des raisons sérieuses le justifiant. La mondialisation économique, alimentée par son propre dynamisme et sans aucune régulation éthique, n'a pas été capable de stopper la pauvreté de la majeure partie de l'humanité, mais au contraire, on a assisté à une croissance notable du nombre de pauvres et de leurs niveaux de pauvreté.

Simultanément surgissent de nouvelles menaces à la possibilité d'une vie durable sur notre planète, et ce, au moins dans deux directions. En premier lieu, de puissantes armes de destruction massive ont été créées en nombre incalculable, qui peuvent réellement provoquer l'anéantissement de toute vie ; en second lieu, une certaine manière de concevoir et de promouvoir le développement limite dramatiquement l'accès universel aux biens fondamentaux étroitement liés à la vie, comme le sont tout spécialement l'eau et l'air lui-même.

Tout cela nous fait vivre des situations contradictoires uniques, étant donné que, par les moyens de communication, nous nous trouvons en contact en temps réel avec des personnes et des situations très lointaines, qui

provoquent en nous des émotions et des sentiments de compassion, alors que, dans le même temps, il existe des abîmes d'incommunication humaine réels et de responsabilité sociale entre les secteurs sociaux d'un même pays ou entre des pays avant un niveau différent de développement humain. Dans ce monde « globalisé » les pauvres ne comptent pas et, s'ils comptent, ils sont un simple objet d'attention ou un nombre statistique pour un type de problème quelconque. L'indifférence sociale et internationale est l'expression la plus extrême de cet abîme.

En ce qui concerne la « mondialisation » nous avons, comme jésuites, une tradition spécifique qui s'alimente à la source de notre spiritualité et à notre conception de corps apostolique. Dans les Exercices Spirituels, nous sommes invités à nous engager dans le monde, dans toute sa variété et sa diversité, à partir de la vision de la Très Sainte Trinité : « Opérons la rédemption du genre humain, etc. » [107] et cela se concrétise dans la suite de Jésus incarné. Depuis l'époque du P. Ignace, notre corps apostolique, mu par cette vision trinitaire et conscient de sa mission universelle, assume, sans beaucoup d'hésitation, des responsabilités apostoliques dans tous les continents connus, et envoie des jésuites et établit des fondations de maisons et collèges. Le sens de corps apostolique de la Compagnie est sans cesse formé par l'option d'universalité propre à notre vocation.

Il n'y a pas de doute, les temps ont changé ; mais la manière de percevoir, en même temps que les problèmes, les occasions qui nous sont présentées de réaliser notre mission, a toujours constitué quelque chose qui nous est propre. Certes, les problèmes se sont mondialisés, mais, sans aucun doute, de nouvelles possibilités et de nouveaux chemins se sont ouverts pour que nous réalisions

***Les pauvres ne sont pas
le problème, ils sont
plutôt la partie
essentielle et les sujets
d'une solution effective
leur permettant de
pouvoir dépasser des
situations d'injustice***

notre mission. Tout en reconnaissant, comme un fait culturel, politique, économique et social la nouveauté et la gravité des problèmes que nous rencontrons aujourd'hui, dans ce monde mondialisé, s'ouvrent aussi, devant nos yeux, de nouvelles occasions de lutter en faveur de la vie des pauvres.

Dans un monde où les inégalités sont croissantes, où le nombre de pauvres connaît une augmentation massive, la Compagnie de Jésus, fidèle à la mission du Christ, doit réévaluer sa manière de mettre en pratique sa mission et réexaminer très sérieusement ses priorités. Nous n'avons pas le droit d'être timides quand la vie de nos frères est en jeu. Notre foi ne nous le permet pas, et elle ne nous laissera pas de repos.

Nous sommes appelés à créer et recréer des chemins de

solidarité avec les plus pauvres qui, comme il est dit dans le *Status Societatis*, « ... courent le risque d'être les derniers dans le choix de nos priorités apostoliques et de notre style de vie personnel et communautaire ». Quand les graves problèmes de justice qui affectent les pauvres sont soumis au débat et que sont décidées des solutions au-delà des limites des Provinces et des pays, la Compagnie doit repenser sérieusement son engagement effectif dans la lutte contre les structures d'injustice. Nous ne pouvons pas non plus réduire notre action, ni nous contenter de résoudre des micro problèmes sans que ceux-ci aient la résonance et l'impact qu'ils méritent, tant dans le corps de la Compagnie que dans le corps social tout entier.

Dans ce monde mondialisé, il devient urgent d'élaborer des diagnostics et des plans de travail pour des problèmes nationaux, régionaux et mondiaux, par le biais d'équipes de jésuites et de laïcs professionnellement compétents, où le travail en réseau et la création d'alliances avec des institutions de haut niveau professionnel et avec les mouvements populaires (où qu'ils se situent), sont vitaux pour trouver et mettre en œuvre des solutions de rechange.

Dans cet attachement à notre engagement de foi et justice, nous devons affirmer notre profonde confiance dans les pauvres, ainsi que dans leurs possibilités et leur nécessaire participation à toute nouvelle solution. En effet, les pauvres ne sont pas le problème, ils sont plutôt la partie essentielle et les sujets d'une solution effective leur permettant de pouvoir dépasser des situations d'injustice.

Je me permets de présenter les possibilités que nous mettons en œuvre dans ce monde globalisé, à travers *Fe y Alegría* (FyA). Comme mouvement d'éducation populaire et de promotion sociale, FyA est présent dans 14 pays latino-américains et en Espagne, avec un projet éducatif dans lequel les pauvres trouvent leur espace pour se prendre en charge comme sujets dignes et respectés, avec une intention politique très claire de transformation sociale où le dialogue, la participation et la négociation sont des médiations auxquelles le mouvement ne peut renoncer.

Nous avons près de 1 000 centres éducatifs et 2 700 unités de services, situés dans 2 000 lieux géographiques différents, où sont éduqués 1 200 000 élèves et participants aux programmes. 31 000 personnes sont impliquées, en grande majorité des laïcs, hommes et femmes, 757 religieuses et religieux (appartenant à 152 congrégations), et seulement 77 jésuites, à des degrés de participation divers. Ce travail n'est possible que si

l'on conjugue un principe d'autonomie fonctionnelle dans la gestion des FyA dans chaque pays et dans chaque centre, avec un fort sens d'identité et de proposition commune en tant que mouvement.

A ces fins, FyA s'organise en une Fédération qui a son propre fondement juridique et son propre centre administratif. De plus, pour donner sens à une action solidaire de la Fédération, FyA a mis en place un plan global qui se traduit en 16 macro-programmes internationaux (www.feyalegria.org). Je ne vais présenter comme exemple que trois lignes de travail, parmi toutes celles qui sont en cours ; elles sont possibles grâce aux chances que propose ce monde globalisé :

1. Programme d'accès aux technologies de l'information et communication (TIC). Ce programme a comme finalité d'éliminer le fossé informatique qui exclut les pauvres de l'accès aux TIC. Pour cela il y a tout un travail en marche avec des éducateurs de FyA dans 14 pays qui ont ré-élaboré le projet éducatif humaniste et intégral de FyA et l'ont mis en relation avec les défis technologiques et les nouvelles demandes du monde du travail. Le but est que, dans chaque pays, il soit possible de produire des modèles d'informatique scolaire qui servent et comme instruments d'apprentissage pour les enfants et les jeunes dans les écoles, et comme outils professionnels. Nous visons à ce que ces modèles, développés en milieu populaire, puissent être assimilés et devenir présents dans l'éducation publique des pays.

2. Formation d'éducateurs en milieu populaire. FyA s'est proposé de former 20 000 éducateurs d'écoles et de programmes en milieu populaire dans 14 pays pour augmenter la qualité de leur éducation². A cette fin, un schéma et un programme de formation ont été mis au point. Le programme de formation se fonde sur des sessions auxquelles ont doit assister, la distribution de documents écrits, l'usage de CD interactifs, des forums et des cours spécifiques sur Internet. Une coordination internationale et des coordinations nationales dans chaque pays ont été établies. L'impact généralement positif du programme et les demandes croissantes de divers types, de la part des institutions d'éducation catholique et du secteur public, ont conduit à une seconde phase de propositions très large du programme hors du Mouvement, essayant toujours d'avoir un impact sur l'amélioration de la qualité éducative dans les milieux populaires.

3. Réseaux d'information. L'usage de la radio comme moyen d'éducation et de communication n'a pas perdu de sa vigueur. Depuis 1975, FyA, a misé sur la radio comme moyen d'éducation pour les jeunes et les adultes non-scolarisés et a développé de façon continue cette ligne de travail. Je veux m'arrêter sur la présentation d'un programme de radio quotidien qui est connecté, en temps

*Je me permets de
présenter les
possibilités que nous
mettons en œuvre
dans ce monde
globalisé, à travers
Fe y Alegría (FyA)*

réel, via satellite, aux stations émettrices latino-américaines associées à l'ALER (Association Latino-américaine d'Education Radiophonique). Tous les jours de la semaine, à 8 h du matin, heure locale, il est possible de se connecter, par exemple avec les stations de Córdoba, Asunción, La Paz, Lima, Quito, Caracas, la République dominicaine, qui fournissent des informations sur des thèmes d'actualité (le Sommet des Présidents à Santa Cruz de la Sierra, la grève nationale en République dominicaine, le referendum constitutionnel au Venezuela,...). Chaque semaine ont lieu des forums sur des thèmes d'intérêt où des sujets d'actualité complexes, comme l'Association de Libre Echange Américaine et d'autres qui informent les milieux populaires et leur expliquent de quoi il retourne. Il est évident que ces réseaux de communication sont de puissantes plates-formes pour un travail sur les droits de l'homme, les réfugiés et tout autre activité en faveur de la défense de la vie de nos populations, spécialement les pauvres.

Ces trois exemples sont suffisants pour indiquer comment, dans ce monde globalisé, bien des occasions se présentent à nous afin que nous puissions renverser les effets pervers qui ont surgi sous le nom de « mondialisation ». Je suis certain que, aujourd'hui plus que jamais, nous avons entre les mains *un monde à former*.

¹ Le P. Jesús Orbegozo a été, jusqu'au mois dernier, le Coordinateur Général

² Le schéma de formation comprend quatre blocs : (1) formation à la motivation et aux outils pour la poursuite de l'apprentissage. (2) Formation humaine de l'éducateur. Connaissance et valorisation de soi-même, des autres et de la nature. Ouverture à la spiritualité et à la transcendance. (3) Formation sociale, politique et culturelle. Communauté. Démocratie, participation et citoyenneté. Interculturalité. Mondialisation et postmodernité. (4) Formation à l'éducation et à la pédagogie. Education et pédagogie en milieu

(Traduit par Françoise Pernot)

Jesús Orbegozo S.J.
 Director Nacional de Fe y Alegría
 Caracas - VENEZUELA
 <jorbegozo@etheron.net>

De la mondialisation vers la localisation

Une réponse jésuite à la mondialisation

Ambrose Pinto S.J.

Comme point de départ, il est important de reconnaître que la mondialisation est en fait un autre nom pour la rapine et le pillage des ressources naturelles du Tiers Monde par les sociétés et entreprises des pays riches au nom de l'économie du marché libre.

Différents termes sont utilisés dans divers pays pour décrire le phénomène des marchés. Si certains l'appellent néo-libéralisme, d'autres l'appellent néo-colonialisme. Les peuples afro-asiatiques utilisent le qualificatif d'Américanisation du monde – une conspiration pour recoloniser les anciennes colonies – qui est un projet mené au nom du développement en faisant appel à des moyens violents institutionnalisés, et ceci tout particulièrement par les entreprises des pays du Premier Monde. Il n'est pas besoin de souligner qu'à cet effet ces entreprises bénéficient du soutien de leurs gouvernements dans un monde unipolaire. Afin de légitimer l'économie de marché, des termes positifs tels que « marchés libres », « libéralisation » et « privatisation » sont utilisés. Mais en fin de compte, tous visent la même chose, dans le sens que différents modèles sont lancés par les compagnies occidentales afin d'amasser à leur propre profit les ressources naturelles et économiques des pays pauvres. Comme chacun de nous le sait : les marchés ne sont jamais en mesure d'être libres. Leur objectif n'est ni la charité, ni la philanthropie. Leur but premier est de réaliser du profit en recourant à l'exploitation.

Le point n'est pas que nous n'aurions pas besoin de marchés. Nous en avons besoin, mais nous avons surtout besoin de marchés bien différents. Les marchés de village ou locaux sont une nécessité sociale.

Les marchés excluent des millions de personnes dans le monde à travers un modèle non-inclusif de développement et de pratiques capitalistiques. Les entreprises écoulent leurs produits à travers un vaste réseau médiatique ; créent des besoins pour ces produits et les imposent à des communautés et des pays sans aucun respect pour les habitudes et les traditions alimentaires des populations. Ce qui aggrave la situation est que les compagnies et les entreprises ne sont responsables devant personne. Elles sapent la souveraineté des Etats et dictent virtuellement à ceux-ci leur programme d'action. Les entreprises,

La mondialisation est en fait un autre nom pour la rapine et le pillage des ressources naturelles du Tiers Monde par les sociétés et entreprises des pays riches au nom de l'économie du marché libre

et surtout les grands groupes internationaux, sont anti-démocratiques dans leur fonctionnement, refusant de suivre les normes sur l'environnement ou les critères de santé ou d'hygiène. En témoignent la tragédie du gaz à Bhopal, la découverte récente en Inde de pesticides dans le Coca Cola et le Pepsi, et même des vers qu'on a trouvés dans le chocolat Cadbury, sans parler du caractère malsain du fast food. Tous ces exemples démontrent comment on ne peut se fier des produits des multinationales, malgré leurs revendications qu'ils suivent les normes de qualité les plus élevées au monde. Tout développement demeure homogénéisé à l'intérieur d'un seul modèle de développement qui est occidental et européen. Les pays pauvres sont ainsi contraints à payer un prix très élevé en termes de perte de moyens de subsistance, d'environnement détruit, de cultures dégradées et d'un mode de vie emprunté. Au nom du marché libre, les multinationales pratiquent le dumping de leurs produits dans les pays pauvres et suscitent ainsi le manque d'emplois. Toutes les économies afro-asiatiques sont orientées à subvenir aux besoins du Premier Monde.

Tous ces procédés ont bien évidemment contribué aux conflits sociaux et à la violence. La mondialisation est intimement liée à la violence et à la haine. Tout en glorifiant le capital, la mondialisation détruit le travail. L'insécurité matérielle et la perte d'emplois stables ont rendu la vie ordinaire plus volatile et imprévisible. Des gens cherchent désespérément la sécurité. Puisque, l'insécurité économique est toujours plus forte, ils ont besoin de s'accrocher à quelque chose de stable, de fort, voire même de rigide.

C'est la raison pour laquelle dans les pays afro-asiatiques certains regroupements sectaires de type social et religieux structurés de façon plus rigide ont attiré beaucoup de sympathisants et d'adhérents au cours des dernières années. Croyances, mythes et dogmes offrent une sécurité largement recherchée et prisée. En Inde, nous constatons un pouvoir croissant de tendances et de groupes réactionnaires et intégristes aussi bien au sein de la communauté hindouiste que musulmane. Ces groupes exploitent ensuite des sentiments religieux et sectaires comme moyens de mobilisation politique. La droite hindouiste en Inde en a d'ailleurs fait un art raffiné, dans la manière dont ce parti, aux commandes du pays, l'utilise pour dévier l'attention de ses défaillances en matière de gouvernement. Le courant sous-jacent de violence remonte sporadiquement à la surface. La tendance croissante de pencher vers la violence de toute sorte à l'égard d'autres communautés ou castes, et tout particulièrement envers les femmes, jette une autre lumière sur les aspects économiques et sociaux de la mondialisation. L'insécurité et la difficulté énorme de la vie quotidienne, les complications et les soucis pour pourvoir aux besoins primaires ; tout cela ne fait qu'augmenter l'irritation quotidienne qui cherche à

s'extérioriser et à s'exprimer.

En outre, l'augmentation massive des inégalités, la croissance exponentielle de la consommation et l'explosion des nouveaux médias rendant visibles sur la place publique de nouveaux styles de vie luxueux ne servent qu'à faire monter la rancœur et la frustration de ceux qui n'ont rien. L'écart entre l'aspiration et la réalité devient toujours de plus en plus large. Est-il dès lors surprenant de voir s'esquisser un besoin pressant de s'en prendre à ceux qui en semblent responsables ? Les véritables agents de cette évolution – des gouvernements peu enclins à agir, les grandes sociétés commerciales, les multinationales et les investisseurs étrangers – sont trop puissants pour qu'on les touche. Il est plus facile de diriger sa colère à l'encontre de ceux qui sont considérés comme des cibles plus faciles : les minorités, les dalits et autres groupes aborigènes, ainsi que les femmes. Tous sont des boucs émissaires faciles. La forte croissance de la violence à l'encontre des minorités et des femmes en Inde trouve sa racine non seulement dans des politiques de droite, mais également dans le pouvoir croissant des grandes sociétés commerciales. Les organismes d'Etat ont de plus en plus tendance à protéger les auteurs de la violence et à dénier toute justice de base aux victimes. Le fondamentalisme du marché engendre ainsi un fon-

amentalisme religieux et social.

*L'écart entre
l'aspiration et la
réalité devient
toujours de plus en
plus large*

Mon impression lors de la Congrégation des Procureurs est que les Jésuites du Premier Monde sont de bons citoyens de leur pays. En tant que ressortissants de pays capitalistes, ils doivent alléger à leurs pays et son économie, qui est capitaliste.

Mais d'autre part, ils partagent aussi une préoccupation pour les pauvres en raison de la mission de la Compagnie. Est-il possible de faire jouer ensemble à la fois l'option préférentielle pour les pauvres et le fait d'être ressortissant d'un pays à économie capitaliste ? Une fois que le capitalisme devient le mode de vie du pays dans lequel on vit, l'option pour les pauvres tend à se diluer. Il peut être difficile pour les Jésuites du monde occidental de penser un monde hors des structures capitalistes. Peut-être eux aussi se sont-ils réjouis avec leurs concitoyens de l'écroulement du monde bipolaire, sans se rendre compte des implications pour l'économie et pour les pays du Tiers Monde. Mais je ne voudrais pas répandre des calomnies. Cela ne signifie aucunement que les Jésuites du Premier Monde ne seraient pas sérieux quant à leur mission. Ils le sont très certainement. Cependant, ils sont conditionnés et ils définissent leur option pour les pauvres dans leur propre contexte capitaliste. Conditionnés par le capitalisme, leur approche de la justice a été une approche de développement ou de charité. Ceci est compréhensible. Du moment

que quelqu'un vit dans un système économique et politique particulier, il est difficile de considérer la réalité à partir d'un autre point de vue. Cette autre vision tout simplement n'existe pas. S'opposer à la mondialisation signifie pour la plupart d'entre eux l'expression d'une préoccupation qui se traduit par une aide en tant que donateurs aux pays pauvres et en visant à mettre sur pied des projets dans les pays du Tiers Monde et à prendre en charge les migrants et réfugiés. Ils font des dons, mais à partir d'une position de pouvoir sans se rendre pleinement compte que ce qu'ils donnent n'est au fond qu'une petite partie de ce qui appartient légitimement aux pauvres de ce monde ; et bien souvent sans considérer que leur richesse est accumulée grâce au pillage des pays colonisés, ainsi que par des pratiques commerciales injustes par la suite. Ce dont le Premier Monde jouit aujourd'hui en termes de confort matériel et de consommation découle pour une grande partie des ressources exploitées du monde colonisé. Actuellement dans l'ère post-coloniale, l'attribution d'une plus grande valeur aux monnaies du Premier Monde a perpétué cette exploitation. Dans la sphère de l'économie de marché la même oppression se poursuit. En tant que bénéficiaires de l'exploitation des pays pauvres, il peut être difficile pour les Jésuites occidentaux de penser à un monde en dehors de la mondialisation. Le Premier Monde est très peu enclin à se battre contre les grandes sociétés commerciales dont ils ont tiré avantage eux-mêmes.

Ainsi, les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine sont des victimes et du colonialisme et de la mondialisation. Il est dès lors évident que nous résistons au processus même de mondialisation (de même nous nous opposons au colonialisme) et que nous pensons à la possibilité de créer un autre monde sans les grandes sociétés. Les pays du Tiers Monde et l'Amérique latine n'ont pas accepté l'argument qu'il n'y aurait aucune alternative à la mondialisation. Nous pensons en effet qu'un autre type de société sans exploitation par les marchés est possible et que l'humanité devrait tendre vers ce but. Il faut pour cela se distancier des grandes sociétés pour revaloriser les communautés locales. Ce ne sont pas ces sociétés commerciales qui devraient être investies de souveraineté, mais bien les communautés locales qui devraient devenir souveraines, exerçant la responsabilité pour leur communauté et la vie en générale, résistant à ce qui leur est imposé d'en haut.

C'est pour cela que l'Assistance de l'Asie méridionale a travaillé activement avec le Forum Social Mondial, affirmant que des voix d'Amérique latine, d'Inde, de Chine et d'autres pays des Caraïbes, jointes à celles des forces progressistes du monde, sont en mesure de créer une nouvelle société et une humanité nouvelle. Il y a

plus de Jésuites dans l'Assistance de l'Asie méridionale que dans tout autre assistance qui se prononcent contre la mondialisation impérialiste.

En fait, si nous tenons à notre mission, l'opposition à la mondialisation doit être la position de tous les Jésuites. En tant que disciples du Seigneur, nous appartenons à la cité des hommes et à la cité de Dieu. Le défi qui se trouve devant nous est comment transformer la cité des hommes en cité de Dieu, ici et maintenant. C'est le désir de Dieu que tous puissent partager les ressources de la terre. S'approprier les ressources et les moyens de subsistance dans les pays pauvres par le biais d'une technologie avancée, ou au nom de « la civilisation à porter aux indigènes » n'est pas la construction d'une cité pour Dieu. Si la cupidité humaine doit être dénoncée, alors le capitalisme en tant que mode de vie doit être qualifié comme étant contraire au dessein de Dieu. Je ne suis pas

*Ce dont le Premier
Monde jouit aujourd'hui
en termes de confort
matériel et de
consommation découle
pour une grande partie
des ressources exploitées
du monde colonisé*

sûr si nous avons en tant que corps de la Compagnie dénoncé le capitalisme en tant qu'idéologie qui attaque les valeurs profondes du Royaume, de la communauté, du partage et de l'équité.

Il est aussi déplorable que l'idéologie de la mondialisation ait pénétré jusqu'au sein du mode de vie jésuite dans le Tiers Monde. Beaucoup de Jésuites du Tiers Monde proviennent de familles pauvres ; mais une fois entrés dans la Compagnie, leur mode de vie change et il y a très peu, voire pas, de réflexion sur leur pauvreté

antérieure et leur mission. Nous entrons dans la Compagnie pour contribuer aux valeurs et aux finalités du Royaume. Notre obsession devrait être celle de travailler avec les pauvres et en leur faveur en nous insérant nous-mêmes dans leur vie, faisant de la recherche et en agissant pour eux. C'est ainsi que nous pouvons porter en avant le message inaugural de Jésus. Qu'un Jésuite se trouve dans une université ou dans un centre social, qu'il poursuive un ministère spirituel ou une charge d'enseignement ou de chercheur, qu'il travaille dans un bidonville ou soit impliqué dans des sujets théologiques, notre mission relève de la foi et de la justice, et elle vise à transformer les structures qui appauvrissent les pauvres. Mais ceci n'a pas lieu. Dès que nous entrons dans la Compagnie, notre mode de vie n'est plus tel qu'il était avant. La vie au sein de la Compagnie nous aliène même des pauvres. Nos amis, eux aussi, non plus sont les mêmes. Nous ne nous associons pas avec les pauvres, et nous ne réfléchissons pas assez aux racines profondes de leur misère. Aussi étrange que cela puisse paraître, l'engagement dans un travail académique sérieux a souffert à cause de l'invasion de la technologie d'information. L'information qui est facilement disponible sur Internet est acceptée en tant que savoir. Peu de questions sont posées sur le genre et la nature de ce savoir, ainsi que sur

son origine. Le savoir n'est jamais uniforme. Il est varié et diversifié. Chaque groupe de personnes porte un héritage qui lui a été transmis et qui est unique. Accepter le savoir technologique occidental facilement à disposition en tant que seul et unique système de savoir conduit à éliminer des systèmes de connaissance locaux et indigènes.

La mondialisation a affecté l'Asie méridionale d'une autre manière encore. Toute la mission dans le Tiers Monde, en s'orientant vers le besoins du Premier Monde, a fini par accepter inconsciemment la mondialisation comme étant inévitable. En tant que Jésuites, certains d'entre nous fonctionnent comme élites locales ou agents de ce processus de mondialisation. Dans tous les collèges jésuites et les centres de formation supérieure, au moins en Inde, on a mis en place des cours d'informatique, d'électronique, de commerce, de finance, de biotechnologie et de microbiologie. Il y a plus d'écoles de commerce et de gestion dans le pays qu'il y a dix ans. Tous ces cours et programmes sont orientés à répondre aux besoins des sociétés multinationales. Dans nos écoles de commerce, nous préparons en premier lieu les étudiants à travailler dans le monde des grandes entreprises. Dénoncer la mondialisation d'une part, et d'autre part former les étudiants à travailler pour les grosses entreprises, revient en fait à trahir notre option. Les discussions au sujet de l'éducation tournent invariablement autour de la manière dont nos institutions éducatives peuvent répondre aux besoins de la nouvelle économie. Les dix dernières années nous nous sommes concentrés sur la préparation des gens pour les marchés. La conséquence en est que l'étude des sciences sociales et des sciences de base a décliné, et que le développement national qui dépend largement de celles-ci a été sacrifié sur l'autel des cours de commerce plus rentables. La réflexion critique et l'analyse sont en décadence, et la perception publique de nos collègues avec leurs cours auto-financés mais très coûteux est que nous sommes au service des sociétés transnationales et multinationales.

Nos centres sociaux n'ont pas de programme politique et sont devenus des organisations caritatives ou des centres de développement des pauvres. Nous ne cheminons plus avec les pauvres, ne mangeons, ni ne dînons plus avec eux, nous ne leur rendons pas visite et nous ne passons plus de temps avec eux, nous ne nous battons plus à leurs côtés pour leurs droits. Incapables de comprendre les événements politiques ou économiques ou de nous engager dans une analyse sociale, nous sommes délibérément ignorants des causes de la pauvreté. La dépendance de donateurs et d'agences caritatives étrangères influence nos styles de vie et détermine nos pré-

occupations. Ce sont eux, et non les pauvres que nous consultons ; et notre dépendance à leur égard en matière de financement fait qu'il est difficile de se positionner face à eux. Ceci ne veut pas dire que rien ne soit fait pour les pauvres. Beaucoup est fait pour eux, mais ils sont écartés de la planification ; leurs voix ne sont guère écoutées. Nous devons rejoindre ceux qui protestent, qui se révoltent, participer à des défilés, des manifestations, organiser des conférences, distribuer des tracts et éveiller par tous les moyens possibles la prise de conscience du capitalisme et de ses effets pervers. Nous pourrions lancer des campagnes pour promouvoir le droit des gens à être informés et pour protester contre la mondialisation en rejoignant des groupes locaux. En unifiant leurs voix, nous pourrions nous engager dans la défense et le lobbying.

Pour que nous soyons des témoins crédibles de l'Évangile, l'apostolat social doit s'exprimer dans une forme plus radicale. Il faut reconnaître que l'appauvrissement est le résultat de la domination des grandes entreprises sur l'économie, et que son projet de mondialisation est non seulement raciste mais est aussi générateur de communautarisme dans les pays du Tiers Monde. Alors, ceci pourra provoquer en nous une colère productive ainsi qu'à une disposition à nous battre. Aucun Jésuite, ni personne d'autre d'ailleurs, ne peut se sentir à l'aise lorsque 20 % des plus riches

Nous ne cheminons plus avec les pauvres, ne mangeons, ni ne dînons plus avec eux, nous ne leur rendons pas visite et nous ne passons plus de temps avec eux, nous ne nous battons plus à leurs côtés pour leurs droits

encaissent 86 % des revenus mondiaux et que les 20 % des plus pauvres n'ont droit qu'à un seul pour-cent. Les trois personnes les plus riches au monde possèdent des avoirs qui dépassent la production combinée des 48 pays les plus pauvres. Ceci est intolérable. La rébellion, la révolte et ensuite la création d'une solution de rechange sont nécessaires. Nous devons dénoncer les grands groupes de sociétés ainsi que les individus qui accumulent tant de richesses tandis que des milliers meurent de malnutrition et de famine. En même temps, notre devoir est aussi d'annoncer le Royaume de Dieu. Ce rôle prophétique appelle la Compagnie de Jésus à se dédier à la construction d'un monde d'égalité, de fraternité et de justice ; et à réaliser que les institutions internationales financières et les grands groupes d'entreprises sont « fascistes » par nature et ne sont nullement prêts à dialoguer. Nous ne pouvons nous engager dans un dialogue avec eux, mais uniquement les dénoncer. Mais une critique destructrice n'est pas suffisante ; nous avons besoin d'un nouveau modèle. Le modèle que nous proposons est celui du Royaume où chacun est reconnu comme membre d'une seule et même famille humaine, la famille de Dieu. Ceci implique que la Compagnie doit prendre une position ferme contre la mondialisation, qui de par sa nature

même est germe d'inégalité, de racisme et de haine communautaire.

Mais comment s'y prendre ? Une stratégie d'action a besoin d'un ordre affirmation de mission clair. La Compagnie a besoin d'un tel ordre de mission, se dégageant à partir de la base et en y faisant participer chaque Jésuite, dès le noviciat. Jusqu'à présent, notre mission n'est pas comprise de la même manière par tous les membres de la Compagnie. L'ordre de mission incarne nos valeurs, exprime nos options et propose les voies et les moyens à mettre en œuvre. Cela devrait susciter et répondre à des questions telles que : pourquoi suis-je Jésuite ? Quelle est ma mission ? Qu'est-ce qui me lie à la Compagnie ? Quels sont les défis que nous rencontrons et comment y répondons-nous ? Que signifie pour moi personnellement notre mission de foi et justice ? Quelles sont les dimensions politiques de cette mission ? Comment est-ce que nous, en tant que corps dans son ensemble, et en tant qu'amis des pauvres, combattons l'éthique et la philosophie d'une mondialisation impérialiste et comment travaillons-nous pour un monde meilleur ? Jusqu'à présent, aussi bien les Jésuites qui se trouvent dans les grandes écoles de commerce qui préparent les étudiants pour le monde des entreprises, que les consultants et les psychologues de la Compagnie prenant en charge les besoins de clients aisés, les supérieurs d'institutions élitistes, et ceux qui combattent des les coins les plus reculés afin de mettre en œuvre la mission de foi et justice, tous proclament être engagés dans cette même mission de la Compagnie. Et cependant le fait est, que tous ceux qui disent promouvoir la cause de la justice, ne la mettent pas nécessairement en œuvre. La Compagnie dans son ensemble a besoin d'une analyse sociale plus pointue, afin de réaliser que nous sommes pécheurs et qu'à certains moments nos vies sont à l'opposé de ce que nous proclamons en tant que corps apostolique. Mais en même temps des choix doivent être effectués et certains d'entre eux seront difficiles, si la Compagnie veut rester crédible.

Une fois que nous sommes au clair avec ce qui constitue notre mission, nous devons établir des solidarités mondiales comprenant toutes les personnes de bonne volonté. La Compagnie de Jésus est un ordre religieux international, mondial. Nous pouvons faire une différence si nous construisons des réseaux internationaux afin de poursuivre notre mission. Mais avant de nous lancer dans des réseaux internationaux, nous devons nous concentrer sur des réseaux locaux et nationaux ainsi que sur l'organisation locale. « Local, pas global » devrait être notre cri de guerre, rendant opératoire le niveau local à l'encontre du global. Les Jésuites du

Tiers Monde peuvent donner des preuves éclatantes de comment les grandes entreprises détruisent l'environnement, exploitent les travailleurs et causent de sérieux dommages à la santé. Ils pourront ainsi renforcer l'opinion internationale contre ces entreprises. La recherche, le lobbying et la protestation, voilà nos armes de combat. La Compagnie pourrait en outre plaider en faveur de la création d'un tribunal international pour juger les grandes sociétés qui font usage de moyens non-éthiques pour réaliser du profit tout en semant la mort et la destruction. Lorsque des mouvements puissants surgiront de la base, les grandes sociétés devront apprendre à se tenir. Notre défi est d'apprendre à faire partie d'organisations et de mouvements politiques ayant une conscience de classe, et de comprendre les liens entre la mondialisation et la violence. Nous devons nous opposer aux forces de la mondialisation et aux conflits armés qui sont en train de naître un peu partout sur le globe. Comprenant que le fondamentalisme économique est intimement lié à d'autres formes de fondamentalisme, en tant que corps apostolique nous pouvons joindre nos voix et prendre part à la lutte commune aux côtés de tant d'hommes et de femmes à travers le monde. Dans nos institutions nous devons être plus concentrés sur notre mission et susciter une plus forte prise de conscience. Le fait que nous rejoignons des forces plus larges pourrait bien marquer non seulement une phase initiale, mais une phase qualitativement nouvelle dans l'opposition au capitalisme international et constituer ainsi une nouvelle forme de résistance au monde des grandes entreprises. Il existe déjà une résistance globale d'une expansion et d'une organisation sans précédent. Y joindre notre voix peut accélérer la renaissance de forces globales progressistes et peut ainsi relever la qualité de vie des victimes. Si la prochaine Congrégation Générale saisit au bond ce défi et y répond de manière adéquate, alors je crois que la Compagnie se régénérerait, revivrait et demeurerait significative pour notre temps.

(Traduit par George Ruyssen)

P. Ambrose Pinto S.J.
St. Joseph's College
PB 25003 35 Museum Road
Bangalore 560 025—INDIA
<p_ambrose@hotmail.com>

*Une stratégie
d'action a besoin
d'un ordre
affirmation de
mission clair, un tel
ordre de mission, se
dégageant à partir
de la base*

EXPÉRIENCES

L'ÉTÉ À CERGY¹

RUBÉN CORONA CADENA, S.J.

L'essai d'assimiler une expérience

La demande d'écrire sur mon expérience de cet été à CERGY m'a fait réaliser que ce temps là reste difficile à partager, à discerner et aussi à relire. Ce stage reste très riche mais aussi obscur. Parfois je ne voudrais pas trop toucher à ce moment d'insertion parce qu'un noyau vital et sacré y reste déposé. C'est la peur de la « vulgarisation » et donc de la « réduction ». Si je digère trop cette épreuve, je risque de la détruire. Mais cette peur est aussi nourrie par une certaine pudeur que je considère excessive ; je me décide donc à faire un parcours, dont ces lignes sont seulement le commencement.

Disons alors que je commence à parler à haute voix...

Pourquoi aller à Cergy ?

Tout simplement parce que cela m'a été proposé et que je l'ai accepté. A vrai dire, je n'avais pas de projets. Jean-Jacques Guillemot m'a proposé de vivre un mois pendant l'été dans la communauté de Cergy ; Antoine Kerhuel m'a suggéré de travailler comme peintre à Bativert, une entreprise d'insertion dans le second œuvre du bâtiment. C'était bien pour moi de me laisser faire à ce moment là. Cette proposition m'a semblé bonne, pour les 3 raisons suivantes : la possibilité d'une inculturation en France, la connaissance d'une autre façon d'être jésuite dans cette province, et enfin l'opportunité d'approfondir cette « option pour les pauvres » que je considère centrale pour ma vie religieuse.

Je cherchais en effet à connaître plus profondément la vie des gens en France : les conditions de travail, les habitudes, la culture des ouvriers et même l'argot ; tout cela était très attirant pour moi. La « France profonde » reste mystérieuse et séduisante, surtout pour un latino-américain qui cherche à mieux comprendre l'essence du mélange de sa propre culture.

L'expérience d'une petite communauté est bien rafraîchissante pour moi. Cela m'aide beaucoup. Parfois je pense que j'ai déjà associé la vie en petite communauté à une « façon authentique » de vivre comme religieux. Une grande communauté m'aide dans ce sens à m'ouvrir et à envisager d'autres possibilités, mais je dois dire qu'une petite communauté, c'est authentiquement « chez moi ». L'option pour les pauvres c'est enfin le côté difficile et riche de cette expérience. Cette option a été présente tout au long de ma vie de jésuite, même si cette option n'a pas été toujours agréable. En même

temps je peux dire, peut être, que je n'arrive plus à concevoir la vie religieuse sans cette option, tout en sachant qu'elle est toujours relative et quelque chose dont Dieu est le propriétaire. Il est donc utile de dévoiler ce qui reste caché derrière l'option pour les pauvres, puis d'écrire sur ce qui m'a touché.

Les pauvres et la vie comme jésuite

Dans la province du Mexique, l'option pour les pauvres a été très fortement prise par la Compagnie de Jésus. C'est un enjeu central, parce que notre province a fait un parcours très difficile et douloureux pour mettre en pratique un service authentique envers les plus défavorisés. En plus, pendant longtemps, nous avons pris l'option pour les pauvres comme une évidence : *elle est contenue dans l'Évangile, donc il n'y a rien à penser mais à faire*. Cette affirmation est une caricature, bien sûr. Pourtant cette caricature manifeste quelque chose de ce qu'a produit au

Mexique cette option pour les pauvres : la place centrale de l'idéologie.

Le point de départ chez nous reste tout à fait vrai : il est presque impossible de se libérer des idéologies ; il vaut mieux donc en choisir une que de rester naïf en prétendant être « impartial ». Mais nous avons oublié d'une part de critiquer l'idéologie que nous avons choisie et d'autre part de chercher des nouveaux com-

mencements.

Ceci dit, il est aussi vrai qu'il y a beaucoup de générosité dans la façon dont de nombreux jésuites vivent leur engagement avec les pauvres. Cela a été pour moi très inspirateur et a façonné fermement ma vie spirituelle. Je peux dire que ces témoignages ont laissé une empreinte définitive. Le mélange entre idéologie et spiritualité a aussi défini mon parcours : il m'a fallu dissocier les deux. Je pense que je n'ai pas encore complètement réussi. Ce qui me guide dans le parcours spirituel et apostolique vers une vie engagée avec les pauvres, ce sont les mots du père Général « amour préférentiel » pour les pauvres. Il s'agit plutôt d'une façon de vivre l'insertion et non pas d'une option cent pour cent éthique. Est-il possible d'apprendre à aimer quelqu'un ? Je pense, en effet, que oui, c'est possible. Je pense même que la spiritualité ignatienne est faite pour cela. Le numéro 313 du livre des Exercices spirituels propose dans sa version française : « Quelques règles pour discerner les mouvements de l'âme que suscitent les divers esprits, afin de n'admettre que les bons et de repousser les mauvais ».

La version espagnole aide à éclairer mieux le propos d'Ignace. Il écrit « Reglas para sentir (las diversas mociones) ... » et non pas « Reglas para discernir² ». Règles

*L'option pour les
pauvres est ainsi
l'option de celui
qui veut être
interpellé*

pour sentir les mouvements. Le discernement c'est apprendre à sentir, apprendre à aimer. Dans cet apprentissage de l'amour, la vie du chrétien se rapproche de la vie de Dieu. Mais, cela n'explique guère pourquoi l'amour vers et avec les pauvres.

Une lecture de l'Évangile de Marc

Pendant mon temps de formation au Mexique, un commentaire théologique de l'Évangile selon saint Marc m'a beaucoup marqué. Il m'a permis de mieux comprendre l'Évangile et la *bonté de la nouvelle*. C'est le livre de Carlos Bravo, « *Jesús, hombre en conflicto* ».

Dans le chapitre 16 de l'évangile de Marc, le récit original finit au verset 8. C'est la fin de l'évangile. Je n'insiste pas sur l'exégèse du passage, ni sur la légitimité de commentaires différents. L'hypothèse de voir la suite (Mc 16,9-20) comme un récit surajouté postérieurement à l'évangile original est toutefois assez répandue parmi le monde biblique. Il ne faut pas affirmer catégoriquement que la fin originale de Mc soit le verset 8. Cependant, c'est une hypothèse plausible. Lorsqu'un lecteur trouve une fin comme celle là dans un récit, cela donne envie de souligner quelques éléments :

- 1 *Quand le sabbat fut passé, Marie de Magdala, Marie, mère de Jacques, et Salomé achetèrent des aromates pour aller oindre le corps.*
- 2 *Et de grand matin, le premier jour de la semaine, elles vont à la tombe, le soleil s'étant levé.*
- 3 *Elles se disaient entre elles : « Qui nous roulera la pierre hors de la porte du tombeau ? »*
- 4 *Et ayant levé les yeux, elles virent que la pierre avait été roulée de côté : or elle était fort grande.*
- 5 *Étant entrées dans le tombeau, elles virent un jeune homme assis à droite, vêtu d'une robe blanche, et elles furent saisies de stupeur.*
- 6 *Mais il leur dit : « Ne vous effrayez pas. C'est Jésus le Nazarénien que vous cherchez, le Crucifié : il est ressuscité, il n'est pas ici. Voici le lieu où on l'avait mis.*
- 7 *Mais allez dire à ses disciples et à Pierre qu'il vous précède en Galilée : c'est là que vous le verrez, comme il vous l'a dit ».*
- 8 *Elles sortirent et s'enfuirent du tombeau, parce qu'elles étaient toutes tremblantes et hors d'elles-mêmes. Et elles ne dirent rien à personne, car elles avaient peur...*

D'abord, je note cette contradiction ressentie par un croyant qui appartient à une communauté chrétienne lorsqu'il lit la fin du récit : « elles ne dirent rien à personne ». Le texte nous transmet pourtant cet épisode du tombeau. De plus le titre du récit est très explicite : « Commencement de la bonne nouvelle de Jésus-Christ, fils de Dieu ». Où est la bonne nouvelle pour ces femmes qui ne veulent rien dire ?

Le jeune homme du tombeau leur dit « *il vous précède*

en Galilée : c'est là que vous le verrez, comme il vous l'a dit ». Pourquoi en Galilée ? Marc a donné du poids théologique à ce lieu : « *Après que Jean eut été livré, Jésus vint en Galilée, proclamant l'Évangile de Dieu* » (Mc 1,14.) Le lieu de la rencontre avec le ressuscité, la Galilée, est aussi le lieu du ministère de Jésus. La peur des femmes vient de cette signification de la Galilée. Elles ont peur parce qu'il ne s'agit pas seulement de se rendre vers un lieu de rendez vous ; elles sont aussi invitées à faire un choix de vie. Dans le texte, la vie succède à la mort : après la mort de Jean-Baptiste c'est Jésus qui prend sa place. Après la mort de Jésus, les femmes (et le lecteur) sont invitées en Galilée pour reprendre le ministère du crucifié. Et de plus en accomplissant cela, elles sont appelées à rencontrer le ressuscité. Et cela est très important. Une suite du Christ qui prend la vie toute entière, cela peut être facile à dire, ou très romantique. Pris au sérieux, la *bonne nouvelle* peut produire la réaction des femmes. La foi commence, pour moi, dans cet épisode. La vie prise en sa totalité est le lieu de rencontre du croyant avec Jésus, mais à condition de marcher vers la Galilée, de prendre la place du ressuscité. Celui qui est ainsi envoyé, l'apôtre, va avoir à découvrir la signification du secret messianique. Marc développe cela très bien, mais nous sommes déjà très loin, dans un autre épisode. C'est la condition du serviteur inutile, qui fait aussi partie de la *bonne nouvelle*.

Ce lieu théologique de rencontre n'est pas nécessairement toujours le même. Trouver la Galilée est le fruit d'un discernement. En plus, pour décider d'aller à cette rencontre, je dois vraiment aimer Jésus, ce qui n'est pas toujours évident.

La vie ainsi contemplée

L'option pour les pauvres est ainsi l'option de celui qui veut être interpellé. Trouver des personnes qui ont une autre manière de vivre, c'est accepter de laisser questionner sa propre manière de vivre. Le fait de voir une autre réalité, c'est déjà le commencement du parcours.

La rencontre avec Jésus, comme apôtre, commence là où je ne suis plus le maître, là où je ne domine pas la situation. La situation que j'ai vécue à Cergy comme peintre m'a demandé un peu de souplesse pour contempler mon propre besoin d'apprendre :

la connaissance et la pratique du métier, mais aussi la connaissance du côté obscur de la vie. C'est aussi regarder sa propre impuissance et son incompetence. Un de mes compagnons de travail m'a fait me replacer devant l'imminence de la mort. Me voyant débutant en peinture à 32 ans, il me répétait : « il faut apprendre un métier, et se fixer car apprendre un métier devient de plus en plus difficile avec l'âge. Et qu'est-ce que tu as

J'expérimente parfois la même sensation des femmes qui sortirent du tombeau et qui n'ont rien dit à personne. La présence de Dieu chauffe le cœur et parfois elle le brûle

fait de ta vie ? A ton âge, il ne faut pas faire l'idiot » m'a dit le type. J'ai partagé avec les peintres le travail, la nourriture, les anecdotes et les inquiétudes. Mais au-delà de tout ce qui s'est passé, je pense que j'ai aussi éprouvé une partie de leur horizon. Je ne peux pas habiter complètement l'horizon d'un ouvrier. Personne après vingt ans d'étude ne le peut. Mais l'effort pour y aller c'est aussi l'effort pour apprendre à aimer ces gens qui ne m'ont rien demandé et qui ne veulent pas, au moins au début, écouter parler de n'importe quelle *bonne nouvelle*. Finalement, je ne peux pas dire non plus que mon âme se trouve dans une quiétude de consolation. J'expérimente parfois la même sensation des femmes qui sortirent du tombeau et qui n'ont rien dit à personne. La présence de Dieu chauffe le cœur et parfois elle le brûle.

¹ Racconto elaborato originariamente per *Lettre des jésuites en monde populaire* della Provincia Francese No. 184, maggio 2003.

² Loyola, Ignace de, *Exercices spirituels* Paris, Seuil, 1982.

Sc. Rubén I. Corona Cadena S.J.

Communauté Pedro Arrupe

15 rue Raymond Marcheron-92170 Vanves FRANCE

<rcorona@jesuites.com>

Accompagner des familles pauvres : les scolastiques à Jogjakarta

Dionisius Prihamangku Setiohadi S.J.

La « *Yayasan Sosial Soegijapranata* » (YSS, Fondation sociale de Soegijapranata) a été fondée en 1966 par des scolastiques qui étudiaient la théologie à Jogjakarta, au centre de Java, en Indonésie. La région qui a été initialement choisie pour ce projet était Pingit, une petite bande de terre sur le bord de la rivière Winongo (Kali Winongo) à Jogjakarta. À cette époque, Jogjakarta était submergée par les sans-abri qui erraient dans la ville et dormaient à ciel ouvert. L'objectif était de leur donner accès à des logements fournis par YSS pour une période de deux ans. Durant ces deux années, la YSS offrait de l'aide, particulièrement pour des activités génératrices de revenus, dans l'espoir qu'à la fin du temps alloué les personnes seraient en mesure de vivre par elles-mêmes dans la dignité. Au cours des années, YSS a fourni différents types d'aide, telle que l'aide administrative civile leur permettant de devenir des citoyens ordinaires de la ville, l'aide aux affaires familiales telles que le mariage et le divorce, ainsi qu'une éducation pour leurs enfants. Ceux qui quittent la YSS tentent leur chance ici ou ailleurs et essaient d'utiliser leurs compétences fraîchement acquises. Quelques uns vivent encore dans les environs de Jogjakarta. D'autres ont choisi de participer aux plans de migration vers Sumatra mis en œuvre par

le gouvernement, ou encore de retourner dans leurs villages ou villes d'origine et de recommencer à zéro. Néanmoins, il y en a toujours qui retournent à leur ancienne façon de vivre, c'est-à-dire dans la rue. En ce moment, il y a huit familles qui sont hébergées par la YSS. Ils travaillent comme conducteurs de cyclo-poussettes, éboueurs et chanteurs ambulants. Quelques uns sont venus nous trouver d'eux-mêmes, nous demandant un abri. D'autres ont été trouvés dormant dans les rues de la ville. Une fois par semaine, les bénévoles de la YSS patrouillent la ville à la recherche des sans-abri qui sont prêts à recevoir l'aide de la fondation.

Ils vivent dans la rue parce qu'ils ne peuvent se permettre de louer ou d'acheter une maison. Lorsqu'ils arrivent au refuge, les participants éventuels (souvent des familles) promettent de respecter les règles établies et nous les encourageons à combattre pour se construire un avenir. On attend d'eux qu'au bout de deux ans ils soient en mesure de s'auto-suffire, de mener une vie normale et de s'occuper de l'avenir de leurs enfants, particulièrement de leur éducation. Nous aidons les enfants à étudier, non seulement les enfants hébergés par la fondation mais aussi ceux qui habitent aux environs du kampong. La grande majorité des enfants vont à l'école. Les bénévoles les aident à devenir confiant en eux-mêmes à travers différentes activités, en donnant de l'aide pour les devoirs, par la danse et le chant. Pour les enfants qui veulent aller à l'école mais qui sont trop pauvres pour y aller, la YSS offre une aide financière grâce à un système de bourses qui est accessible aussi aux enfants vivant à l'extérieur de la communauté de Pingit. Les enfants sont soutenus financièrement de l'école primaire jusqu'au secondaire. Le financement pour les bourses provient principalement de l'Allemagne.

D'autres activités sociales incluent la distribution de vêtements et de nourriture, ainsi qu'une aide médicale pour les pauvres de la ville. Actuellement, la YSS prévoit de rénover cinq maisons qui sont trop vétustes pour être habitées. Nous avons levé des fonds en vue de la réalisation de ce programme. Il n'a pas été facile d'accompagner les familles et de les aider. Les scolastiques et les bénévoles ne sont pas très pris au sérieux par les personnes qu'ils aident. Du fait qu'ils sont jeunes et célibataires, ils sont considérés comme incapables de comprendre les difficultés et épreuves de la vie au sein d'une famille. Les scolastiques ainsi que les bénévoles laïques essaient, par principe, de se lier d'amitié avec ces gens qui luttent pour vivre. Cela demande une patience, une raison et une magnanimité immense et cela comprend d'accepter d'être rejeté. Une imagination créatrice et compatissante est essentielle pour travailler à cette œuvre.

Sc. Prihamangku Setiohadi Dionisius S.J.

St. Ignatius House of Studies

Teromol Pos 1, Yogyakarta 55224—INDONESIA

LETTRES

LES OGM SONT LIÉS AUX COMPAGNIES TRANSNATIONALES

J'ai lu avec beaucoup intérêt le débat sur les aliments génétiquement modifiés dans le numéro 79 (2003/3) de *Promotio Iustitiae* et qui comprenait des articles à la fois pour et contre les aliments génétiquement modifiés. Toutefois, il faut souligner que ceux encouragent l'usage de ces aliments le font seulement sur la base des bénéfices que ceux-ci peuvent apporter, par exemple une production accrue et un meilleur grain. En revanche, la menace de la mondialisation a été grossièrement négligée.

Personne ne peut nier le bon travail effectué par le Père Leo D'Souza à Karnataka, en Inde, pour améliorer les conditions de vie des petits agriculteurs à travers de meilleures méthodes agricoles et des semences améliorées. Son travail nous offre un véritable exemple de comment la technologie peut être une bénédiction pour le petit agriculteur ordinaire. Et personne ne peut douter que sa recherche sur les semences génétiquement modifiées avait pour seul objectif le bien-être des pauvres. Un tel travail est digne de louange.

Mais le concept d'aliment génétiquement modifié promu par les multinationales se situe à des années-lumière des pratiques du Père Leo D'Souza et des autres qui travaillent dans la même optique. Ces grands groupes de sociétés ont à l'esprit leur propre programme politique et les petits agriculteurs pauvres n'y ont aucune place. Elles sont là pour établir une hégémonie pour s'assurer qu'eux seuls seront en mesure de fournir l'ensemble des semences et des engrais nécessaires, et ce, en rendant les agriculteurs pauvres des pays pauvres dépendants d'eux. À aucun prix nous ne devons laisser faire cela. La mondialisation a plusieurs masques et l'utilisation des semences génétiquement modifiées mises sur le marché par les pays du Premier Monde, comme les Etats-Unis, n'est que l'un de ceux-ci. Il cache un processus de néo-colonisation, de mondialisation.

Ainsi, alors que l'utilisation des semences génétiquement modifiées peut être promue, cela doit se faire en ne les important pas des Etats-Unis ; cela ferait de nous leurs esclaves. À la place, nous devons développer une technologie locale qui répond aux besoins de la population locale. Est-ce que nos scientifiques jésuites travaillant sur ces projets peuvent partager leur technologie et ainsi offrir une solution de rechange aux multinationales, qui ne cherche qu'à dominer le monde ?

*Sc. Joseph Coelho, S.J.
De Nobili College
P.B. 3007, Ramwadi,
Pune 411014—INDIA*

Promotio Iustitiae est publié par le Secrétariat de la Justice Sociale de la Curie Généralice de la Compagnie de Jésus à Rome et imprimé sur papier sans chlore (TCF) PJ est disponible en français, anglais, espagnol et italien.

Si vous souhaitez recevoir PJ, il vous suffit de communiquer votre adresse à l'éditeur (en indiquant la langue préférée).

PJ est disponible aussi sur Internet à l'adresse suivante: www.sjweb.info/sjs

Si une idée vous a frappé dans ce numéro, n'hésitez pas à nous adresser une brève réaction de votre part.

Pour envoyer une lettre à PJ en vue de la publication dans un prochain numéro, veuillez utiliser l'adresse, le numéro de fax ou l'adresse électronique indiqués sur la couverture.

La reproduction d'articles est encouragée; merci de citer *Promotio Iustitiae* comme source, ainsi que notre adresse et de nous envoyer une copie.

MESSAGE DE SAINTETÉ SON PAPE JOHN PAUL II POUR LA CÉLÉBRATION DU JOUR DU MONDE DE LA PAIX

1 Janvier 2004

Écoutez tous l'humble appel du Successeur de Pierre qui s'écrie: Aujourd'hui encore, au commencement de l'An nouveau 2004, la paix reste possible! Et si elle est possible, la paix est aussi un devoir! (1)

Il faut toutefois reconnaître que l'Organisation des Nations unies, même avec des limites et des retards liés pour une grande part à des défaillances de ses membres, a contribué notablement à promouvoir le respect de la dignité humaine, la liberté des peuples et l'exigence du développement, préparant ainsi le terrain culturel et institutionnel sur lequel peut être édifée la paix.

Cela représente une incitation significative pour entreprendre une réforme qui mette l'Organisation des Nations unies en mesure de fonctionner de manière efficace afin d'atteindre ses fins statutaires, toujours valables: « Affrontant une période nouvelle et plus difficile de son développement authentique, l'humanité a besoin aujourd'hui d'un degré supérieur d'organisation à l'échelle internationale ». Les États doivent considérer un tel objectif comme une obligation morale et politique précise, qui requiert prudence et détermination. (7)

La plaie du terrorisme est devenue ces dernières années plus virulente et elle a produit d'atroces massacres.

la lutte contre le terrorisme ne peut se limiter seulement à des opérations répressives et punitives. Il est essentiel que le recours à la force, s'il est nécessaire, soit accompagné d'une analyse courageuse et lucide des motivations sous-jacentes aux attaques terroristes. En même temps, la lutte contre le terrorisme doit aussi être menée sur le plan politique et pédagogique: d'un côté, en supprimant les causes qui sont à l'origine de situations d'injustice qui incitent souvent aux actes les plus désespérés et les plus sanguinaires; de l'autre, en insistant sur une éducation inspirée du respect de la vie humaine en toute circonstance: l'unité du genre humain est, en effet, une réalité plus forte que les divisions contingentes qui séparent les hommes et les peuples. (8)